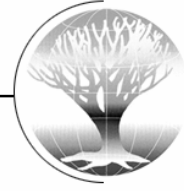


الشبكة الأوروبية المتوسطية لحقوق الإنسان

Réseau euro-méditerranéen des droits de l'Homme

Euro-Mediterranean Human Rights Network



RAPPORT D'ACTIVITÉ DU REMDH JANVIER 2004 – AVRIL 2006

Table des matières

1. Introduction	3
2. Résumé du Rapport d'Activité.....	3
3. Rapport d'Activité	5
3.1 Réalisations	5
3.2 Obstacles.....	6
3.3 Évaluation (Processus de Barcelone et le REMDH)	6
3.4 Plan d'action 2004-2008	7
3.4.1 Activités de sensibilisation et information	7
3.4.2 Recherche, activités de promotion et dialogue	9
3.4.3 Renforcement des capacités et éducation	11
3.4.4 Création de réseaux, solidarité et incitation à la participation	14
3.5 Structure et organes constitutifs du REMDH.....	16
3.6 Nouvelles demandes d'adhésion au REMDH.....	17
3.7 Cessation de la qualité de membre du REMDH	18
3.8 Reconnaissance des donateurs.....	18
ANNEXES	
1: Liste des publications (rapports, communiqués de presse	20
2: Liste des rencontres organisées (Assemblée générale, réunions du Comité exécutif, réunions de la Troika, réunions des groupes de travail, d'autres réunions).....	24
3. Liste des nouveaux membres.....	40

1. INTRODUCTION

Méthodologie

Le présent rapport est préparé à l'intention de la 7^{ème} Assemblée générale du Réseau euro-méditerranéen des droits de l'Homme (REMDH) qui se tiendra du 12 au 14 mai 2006 en Espagne. Il brosse un tableau des activités du Réseau depuis la dernière Assemblée générale qui s'est tenue à Malte du 5 au 7 décembre 2003. Le Rapport couvre la période qui va de janvier 2004 à avril 2006.

Le rapport contient également une évaluation des travaux du Réseau à la lumière des événements politiques survenus dans la région comme du Plan d'action 2004-2008 adopté lors de la 6^{ième} Assemblée générale à Malte. Il y est fait état des réalisations et des lacunes, compte tenu des objectifs énoncés dans le plan d'action.

2. RÉSUMÉ DU RAPPORT D'ACTIVITÉ

Le Rapport d'activités relate les activités du REMDH de janvier 2004 à avril 2006 par rapport au Plan d'action 2004-2008 adopté par l'AG de Malte en 2003. Il souligne les principales réalisations du REMDH, les obstacles rencontrés par ce dernier et il présente les évaluations du Réseau, pour la période 2004-2006. Puis, il replace les activités du REMDH par rapport au Plan d'action 2004-2008.

Réalisations du REMDH

Le REMDH s'est imposé comme centre régional de coordination pour les ONG de défense des droits de l'Homme de la région euro-méditerranéenne, tout en réussissant à renforcer ses structures internes et ses méthodes de travail.

Le REMDH a joué un rôle de premier plan dans la création de la Fondation euro-méditerranéenne de soutien aux défenseurs des droits de l'Homme (FEMDH). Au cours de l'année 2005, la FEMDH a accordé un appui financier à plusieurs organisations de défense des droits de l'Homme de la région, renforçant ainsi l'action du REMDH. Le Réseau a été un des chefs de file qui a contribué à la mise sur pied de la Plate-forme non gouvernementale euro-méditerranéenne, formée d'organisations de la société civile qui agissent dans le domaine des droits de l'Homme, de la culture, de l'environnement, du développement durable et du syndicalisme afin qu'ils collaborent dans une perspective incluant les droits de l'Homme avec les forums civils et le PEM. De plus, le REMDH a lancé un important projet régional sur les migrations, les réfugiés et les demandeurs d'asile; employant un coordinateur au Maroc. Ils assurent ainsi la présence des organes du Réseau sur le terrain dans le sud méditerranéen. Après avoir tenu des réunions sur l'égalité hommes-femmes et les droits de la femme en 2004, le REMDH a établi un plan d'action prévoyant d'embaucher un coordinateur pour le projet sur les droits de la femme et l'intégration de l'égalité hommes-femmes, basé à Amman (Jordanie).

Le REMDH s'est investi dans une initiative de formation liée à la Politique européenne de voisinage (PEV) et aux plans d'action sur les droits de en organisant des séminaires de formation en Egypte, puis au Liban et éventuellement au Maroc et en Israël. Le matériel didactique a été mis au point et sera publié sur le futur site internet du REMDH.

Le Réseau a fait paraître deux rapports qui ont été favorablement accueillis et qui examinent l'engagement de l'UE vis à vis de ses obligations en matière de droits de l'Homme dans ses relations avec Israël. Le Réseau a également publié un rapport sur l'accès à la justice dans la région méditerranéenne.

Les activités de promotion du REMDH à Bruxelles

De 2004 à 2006, le bureau du REMDH à Bruxelles a constitué un interface à l'importance croissante entre les membres du Réseau et les institutions de l'UE et du PEM.

Le bureau a suivi les activités de l'UE et du PME et a informé le REMDH et ses membres des événements utiles. Il a suggéré des actions et a pris en charge des activités de promotion sur ces sujets en direction des institutions de l'UE. Cela a concerné aussi bien les actions décidées dans le cadre de l'Initiative européenne pour la démocratie et les droits de l'Homme et les nouveaux instruments financiers pour les années 2007-2013, que les interventions auprès du Parlement européen pour des procéder à des auditions ou à l'adoption de

résolutions sur des pays spécifiques. Le REMDH s'est également engagé dans des activités de promotion en direction des institutions de l'UE afin de créer des sous-comités chargés des droits de l'Homme au sein même des accords d'associations et de consulter les ONG dans ce cadre. Enfin, le REMDH a développé ses activités de promotion en direction du Conseil européen et des Etats membres, au travers des ministères des affaires étrangères des Etats membres et des représentants de l'UE dans quelques pays méditerranéens. Le soutien exprimé par tous les Etats membres de l'UE aux activités du REMDH qui a permis au Réseau de surmonter sa crise financière est un important résultat. Le REMDH a engagé des recherches dans des domaines non couverts tels que la justice, les droits économiques et sociaux et les droits des migrants et des réfugiés.

La communication interne

Le REMDH a renforcé sa communication interne et les liens entre ses membres en engageant un coordinateur à temps partiel, deux membres du REMDH stationnés au Maghreb et un référent des groupes de travail chargé de rechercher des synergies dans les activités des différents groupes de travail. Le REMDH fournit un soutien spécifique à ses membres dans les pays où la société civile est faible ou fait l'objet de pressions. Le Rapport souligne les initiatives prises en Tunisie, en Syrie et en Algérie. En liaison avec le réseau, le REMDH a renforcé sa coopération avec les mouvements internationaux des droits de l'Homme et a activement formé des alliances avec la société civile sur les questions ayant trait aux droits de l'Homme.

Le REMDH a construit un nouveau site internet plus accessible afin d'améliorer la visibilité du Réseau et les travaux de ses membres.

Développement de l'organisation

Depuis l'Assemblée générale de Malte, le REMDH s'est efforcé de développer ses structures internes afin d'accroître leur niveau d'efficacité, de professionnalisme et de transparence. Un règlement a été adopté et les calendriers des réunions circulent entre les membres du REMDH. L'Assemblée générale, le Comité exécutif, de même que la direction et le personnel sont régulièrement réunis. Cependant, le succès principal a été la mise au point de la stratégie du REMDH, qui a non seulement replacé le plan d'action et les plans d'activités dans un cadre général, mais a fixé des critères et des contrôles pour évaluer les futurs travaux du REMDH.

Evaluation

Le REMDH a été évalué par ses deux principaux contributeurs, la Commission européenne et DANIDA (Agence danoise du développement). Le résultat des deux évaluations s'est révélé très positif, mettant l'accent sur l'influence du REMDH en tant qu'acteur régional de premier plan en matière de droits de l'Homme du point de vue à la fois des institutions de l'UE et de la société civile de la région, spécialement dans sa capacité à construire et à faire croître les réseaux.

Obstacles

Au cours de la période qui sépare les deux Assemblées générales, le REMDH a surmonté une grave crise financière. En raison d'un délai avant le versement du financement promis par l'UE, le REMDH a pris la décision de se concentrer sur l'existence du Réseau et de donner la priorité à un nombre limité d'activités. Toutefois, le REMDH est désormais assuré d'être financé par différentes sources pour la période 2006-2008.

Il est regrettable que le Réseau n'ait pas été en mesure de progresser en matière de renforcement de la communication et d'activités médiatiques à cause de la crise financière. Cependant, le financement étant désormais assuré, la priorité a été accordée aux emplois d'un chargé de communication et d'un chargé des relations avec les médias. En dépit du manque d'une stratégie médiatique, le Réseau a été en mesure d'attirer l'attention des médias à plusieurs reprises, des bulletins d'informations hebdomadaires ont été publiés et des lettres d'informations bimensuelles ont été distribuées à quelques 1200 abonnés.

3. RAPPORT D'ACTIVITÉS

3.1. RÉALISATIONS

Entre les deux assemblées générales, le REMDH s'est imposé comme centre régional de coordination pour les ONG de défense des droits de l'Homme de la région euro-méditerranéenne, tout en réussissant à renforcer ses structures internes et ses méthodes de travail.

Le REMDH a joué un rôle de premier plan dans la création de la Fondation euro-méditerranéenne de soutien aux défenseurs des droits de l'Homme (FEMDH), qui accorde des fonds modestes aux défenseurs, n'entrant pas dans les catégories soutenues par les grands donateurs. Au cours de l'année 2005, la FEMDH, qui a été lancée le 9 décembre 2004, Journée internationale des défenseurs des droits de l'Homme, est hébergée par le Réseau. Elle a commencé ses activités de financement peu après la réunion de son conseil d'administration en février 2005, et depuis, elle a accordé un appui financier à plusieurs organisations de défense des droits de l'Homme de la région, renforçant ainsi les synergies avec l'action du REMDH.

Le Réseau a été un des chefs de file qui a contribué à la mise sur pied de la Plate-forme non gouvernementale euro-méditerranéenne, formée d'organisations de la société civile qui agissent dans le domaine des droits de l'Homme, de la culture, de l'environnement, du développement durable et du syndicalisme. Le Réseau, qui a hébergé le secrétariat de la Plate-forme jusqu'en septembre 2005, a organisé des rencontres de consultation dans plusieurs pays avant la tenue de la réunion élargie de la Plate-forme à Chypres en 2004 et le forum civil à Luxembourg en 2005. Le Réseau assure le poste de secrétaire général de la Plate-forme.

Le REMDH a lancé un important projet régional sur les migrations, les réfugiés et les demandeurs d'asile; employant un coordinateur et un assistant à Rabat (Maroc). Ils assurent ainsi la présence des organes du Réseau sur le terrain dans le sud méditerranéen. Actuellement, est envisagée la possibilité d'élargir le programme et d'en faire un organe régional du Réseau.

Le REMDH s'est investi dans une initiative de formation liée à la Politique européenne de voisinage (PEV) et aux plans d'action sur les droits de l'Homme en organisant des séminaires de formation en Egypte, puis au Liban et éventuellement au Maroc et en Israël. Le matériel didactique a été mis au point et sera publié sur le futur site internet du REMDH.

Après avoir préparé un rapport sur la question, un matériel didactique a été mis au point et sera mis à l'essai au cours d'un séminaire de formation et de promotion qui se déroulera en Égypte en janvier 2006, et qui sera finalisé lors d'un deuxième séminaire qui aura lieu au Liban en juin 2006. Ce matériel didactique sera ensuite adapté pour être affiché sur le site internet du Réseau. D'autres activités de formation devraient se dérouler dans d'autres pays. Ces séminaires vont rassembler des représentants de la société civile d'Égypte et du Liban, ces deux pays ayant entamé des négociations avec l'UE pour l'établissement d'un plan d'action sur la Politique européenne de voisinage. Ces représentants recevront une formation sur la PEV et sur les nouvelles perspectives que cette initiative offre en matière de défense et de promotion des droits de l'Homme et de démocratisation. On fera un bilan des plans d'action conclus avec les autres pays de la PEV et on formulera des recommandations sur les négociations à venir et la mise en œuvre des futurs plans d'action.

Le Réseau a fait paraître deux rapports qui ont été favorablement accueillis et qui examinent l'engagement de l'UE vis à vis de ses obligations en matière de droits de l'Homme dans ses relations avec Israël. Le Réseau a également publié un rapport sur l'accès à la justice dans la région méditerranéenne.

Le Réseau a mis sur pied un projet fort bien accueilli qui évalue le respect (ou le non respect) par l'UE de ses engagements en matière des droits de l'Homme dans ses rapports avec Israël. Ce projet, qui est dirigé par le groupe de travail du Réseau sur la Palestine, Israël et les Palestiniens, a donné lieu à la rédaction de deux rapports annuels intitulés *Bilan des droits de l'Homme dans les relations UE- Israël*, qui couvrent les périodes 2003-2004 et 2004-2005. Ces rapports ont été favorablement accueillis par les organisations de la société civile, qui les considèrent comme des outils de promotion particulièrement efficaces. En décembre 2004 et en décembre 2005, les rapports ont été présentés aux institutions européennes intéressées à Bruxelles et ont fait l'objet de débats intenses. Le second bilan a été suivi d'une tournée de promotion à Londres. D'autres tournées

semblables sont prévues pour le printemps 2006. Un abrégé des principales constatations, recommandations, et proposition d'action contenues dans le rapport devait paraître au printemps 2006.

Le REMDH a mis la dernière main à un projet particulièrement prometteur sur l'accès à la justice dans la région méditerranéenne. Une ébauche de rapport a été rédigée par deux chercheurs – un du nord, un du sud – sur l'accès à la justice dans les pays à l'est et au sud de la Méditerranée. Cette ébauche a été examinée au cours d'un séminaire auquel participaient quelque 80 juristes de la région. Le rapport final, publié en 2005, brosse un tableau de l'état de la justice dans la région. Considéré comme particulièrement utile, ce rapport sera réimprimé en 2006 et présenté lors de séminaires régionaux et nationaux.

Le REMDH, se basant sur ses travaux et sur un bilan des dix années du Processus de Barcelone (Barcelone+10) élabore présentement son document de stratégie qui intègre dans un cadre stratégique son plan d'action et ses plans de travail. Il s'agit là d'un exercice particulièrement enrichissant; le document sera présenté à l'Assemblée générale ici à Madrid. La stratégie définit plus clairement l'identité du Réseau, et nous espérons qu'elle permettra de mieux communiquer au monde extérieur ce que nous sommes.

3.2 OBSTACLES

Le REMDH a réussi, au cours de la période qui sépare les deux assemblées générales, à surmonter une grave crise de financement. La subvention de l'UE venait à échéance en juin 2004 et, en dépit d'une évaluation très positive (voir ci-dessous) et la promesse d'un renouvellement du financement par l'UE, le Réseau s'est vu confronté à une crise financière qui l'a forcé à accorder la priorité aux activités de financement et à la pérennisation du Réseau. Le président du REMDH et plusieurs membres du Comité exécutif et du personnel ont donc consacré temps et énergie pour que l'organisation surmonte cette période difficile, qui l'a également contraint à établir des priorités dans son riche Plan d'action 2004-2008.

Le Réseau est heureux d'informer l'AG qu'il a surmonté ses problèmes financiers et qu'il a pu s'assurer de sources de financements suffisantes pour les deux prochaines années (et peut-être davantage). Grâce à une généreuse subvention du Ministère danois des affaires étrangères, le REMDH a été en mesure de poursuivre ses activités en 2004 et 2005 et, avec des contributions des gouvernements néerlandais, irlandais, luxembourgeois, suédois, grec et hongrois, il a pu poursuivre ses activités de base au cours de 2005. Pour la période 2006-2008, le Réseau a signé une entente de financement d'une durée de deux ans avec la Commission européenne, une entente d'une durée de 27 mois avec AENEAS, et il a obtenu une subvention substantielle de DANIDA (Agence danoise de développement). Par ailleurs, le REMDH a diversifié ses sources de financement et opté pour établir une stratégie proactive de financement..

3.3 EVALUATION

LE REMDH

L'action du REMDH a été évaluée de l'extérieur à deux reprises depuis la dernière AG. Un bilan AidCo préparé par deux consultants (qui avaient participé à l'AG de Malte) concluait en 2004 que « *Le REMDH s'est imposé comme une ONG partenaire indispensable à l'action des membres de l'UE, des responsables de la Communauté européenne et des institutions du PEM. Il a contribué à une meilleure compréhension du Processus de Barcelone; il a soutenu efficacement les causes qu'il épousait et a réussi à rapprocher ses membres des institutions du PEM. L'action du Réseau a exercé un impact sur la société civile dans les pays méditerranéens et au sein de l'Union européenne. [...] Les membres du REMDH ont développé des habitudes de collaboration horizontale et d'échange d'expertise [...]* » **Évaluation du REMDH par l'UE, 2003 - EuropeAid/ME8/B77050/IB/1999/0283B**

Dans une évaluation effectuée par l'Agence de développement danoise (Danida), il est dit ceci :
« *Le REMDH est en passe de devenir un intervenant de premier plan dans la création de réseaux entre ONG de la région, ce qui lui a permis notamment d'acquérir une expertise régionale considérable. Sa réalisation la plus*

notable a probablement été l'appui efficace qu'il a apporté au renforcement des organisations de la société civile. Le Réseau est devenu la seule organisation indépendante de la région qui agit comme a) un espace de rencontre et de débat pour les organisations de défense des droits de l'Homme dans le Mashrek et dans le Maghreb, et b) un partenariat direct entre les ONG du sud et du nord. Pour ces motifs, le Réseau a tous les atouts en main pour devenir un partenaire pour la coopération bilatérale et multilatérale pour les institutions et les gouvernements européens qui souhaitent le renforcement de la démocratie et l'adoption de réformes dans la région. [...] » **Évaluation du REMDH par DANICA, 2004, DANICA, mars 2005**

Les évaluations ont également fait ressortir, comme l'avait fait l'AG à Malte, la nécessité pour le REMDH d'améliorer ses communications. Pour ce faire, il a été suggéré de clarifier l'identité et la stratégie du Réseau, afin de faciliter la diffusion de son message, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du Réseau. Le président du REMDH, de même que son comité exécutif et son directeur exécutif, se sont attachés, tout au long de l'année 2005, à mettre au point une stratégie. Elle vous est présentée au cours de la présente AG et nous vous invitons à nous faire part de vos commentaires.

3.4 PLAN D'ACTION 2004-2008

Le Plan d'action, adopté lors de l'AG de Malte en décembre 2003, répartit les activités du REMDH dans les catégories suivantes : activités de sensibilisation et information; recherche, activités de promotion et dialogue; renforcement des capacités et formation; création de réseau de relations, solidarité et promotion de la participation; structure du REMDH et organes d'exécution. Comme il a été mentionné ci-dessus, le REMDH procède en ce moment à la définition de sa stratégie, ce qui n'a pas manqué d'avoir un effet sur la conception que nous avons de notre travail. Nos activités ont également été regroupées dans des catégories différentes. Dans un but de transparence et pour faciliter l'évaluation des travaux par rapport au Plan d'action adopté à Malte, nous maintenons intégralement les principales catégories; certaines activités seront placées sous de nouvelles rubriques, alors que d'autres se retrouveront sous plusieurs catégories.

3.4.1 Activités de sensibilisation et information

Dans la catégorie activités de sensibilisation et information, le Plan d'action 2004-2008 s'articule autour de trois champs d'activités : renforcement du bureau du REMDH à Bruxelles, qui agit comme interface entre les membres du Réseau et les institutions de l'UE et du PEM; publication de rapports bisannuels faisant le bilan de l'observance par l'UE et le PEM de leurs engagements en matière des droits de l'Homme; renforcement des communications avec l'extérieur et relations avec les médias.

Renforcement du bureau du REMDH à Bruxelles, agissant comme interface entre les membres du Réseau et les institutions de l'UE et du PEM

Au cours de 2004 et 2005, le bureau du REMDH à Bruxelles s'est efforcé d'établir des contacts avec les représentants des institutions de l'UE et du PEM concernés. De nouveaux contacts ont été établis à la suite des élections au Parlement européen au printemps 2004. Ces contacts ont été régulièrement informés des préoccupations du Réseau et de ses membres et on leur a fait parvenir les communiqués de presse et les déclarations du Réseau pour les sensibiliser davantage aux problèmes des droits de l'Homme dans la région. Des contacts avec la nouvelle Commission européenne ont également été établis et l'accent a été mis sur la prise de contact avec les représentants des États membres de l'UE qui sont les principaux décideurs du système de l'UE.

Le bureau de Bruxelles a également accueilli des délégations des membres du Réseau, a organisé des rencontres entre celles-ci et des représentants des institutions de l'UE et a accompagné les délégations (p. ex., les délégués de la Ligue libyenne des droits de l'Homme, l'organisation palestinienne des droits de l'Homme au Liban, des défenseurs des droits de l'Homme de Tunisie et d'Algérie, Aktham Naisse). Le bureau a également coordonné des activités avec d'autres organisations des droits de l'Homme dans le cadre d'initiatives de lobbying et de sensibilisation. Le bureau de Bruxelles a joué un rôle pivot dans les préparatifs pour le lancement à Bruxelles des Bilans des droits de l'Homme dans les relations UE-Israël (voir ci-après). Des informations transmises par le bureau sur des initiatives ayant trait à l'UE et au PEM ont été incorporées aux bulletins

d'information hebdomadaires et bimensuels. Le bureau a informé les membres du Réseau des dates de la tenue des réunions des conseils d'association (dans le cadre des accords d'associations) entre l'UE et les pays partenaires (voir annexe pour la liste des activités) et a coordonné l'envoi de déclarations aux participants de ces réunions. Finalement, il a mis sur pied un certain nombre de séminaires de formation et de promotion qui se dérouleront dans la région au cours des deux prochaines années. À la lumière des informations qui précèdent, il apparaît clairement que le bureau de Bruxelles s'est imposé comme l'interface incontournable entre les membres du Réseau et les institutions de l'UE et du PEM.

Publication de rapports bisannuels faisant le bilan de l'observance par l'UE et le PEM de leurs engagements en matière des droits de l'Homme

Le REMDH a publié deux rapports faisant le bilan du respect par l'UE et le PEM de leurs engagements en matière des droits de l'Homme dans le cadre de leurs rapports avec Israël. Les rapports, qui démontrent que l'UE ne respecte pas ses propres engagements, et qu'il arrive même qu'elle facilite la poursuite des violations des droits de l'Homme, formulent des propositions concrètes sur la manière de mettre fin à cette situation. Le groupe de travail sur la Palestine/ Israël et les Palestiniens est à la tête de cette initiative. Susan Rockwell du groupe MATTIN s'était vue confier par le groupe de travail la rédaction du rapport, qui a ensuite été examiné et commenté par le GT avant d'être présenté et discuté à Bruxelles avec des représentants de la Commission européenne, du Parlement européen, du Conseil européen, de certains pays membres de l'UE, et d'ONG. Le second rapport, intitulé *Bilan des droits de l'Homme dans les relations UE-Israël (2004-2005)*, assure le suivi du premier rapport et fait le point sur ce qui a été accompli au cours de l'année qui s'est écoulée depuis la publication de celui-ci. Le dernier rapport aborde également aux actions de l'UE dans le cadre de la nouvelle Politique européenne de voisinage et au Plan d'action. Le deuxième bilan a été présenté à Bruxelles, Londres, et dans deux autres capitales européennes. Le groupe chargé de faire la promotion, formé de membres du GT sur la Palestine/ Israël et les Palestiniens, a très bien réussi à sensibiliser ses interlocuteurs à cette problématique. Le REMDH n'a pas encore pu déterminer quelles seraient les ressources nécessaires pour préparer des rapports sur d'autres pays, bien que, dans le cadre de l'observation des réunions des conseils d'associations, il ait fait des observations et procédé à un suivi de certains pays (voir annexe pour la liste).

Au nom de l'UCP (Civils néerlandais unis pour la paix) et du NJCM (Comité de juriste néerlandais pour la paix), le groupe de travail sur la Palestine/Israël et les Palestiniens a rédigé un rapport intitulé *Bilan d'Israël au chapitre des droits de l'Homme, juillet 2004-juillet 2005*. L'UCP et le NJCM ont rattaché ce rapport, à titre de rapport informel, au rapport annuel du Ministre néerlandais des affaires étrangères portant sur la situation des droits de l'Homme dans les pays avec lesquels l'UE a signé des accords d'association. Le rapport met en relief l'absence de conditionnalité dans les rapports bilatéraux entre l'UE et Israël. À une époque où Israël portait atteinte gravement aux droits de l'Homme et au droit humanitaire international, l'UE et des États membres prenaient les devants pour *élargir* les échanges commerciaux avec Israël et lui accorder d'autres avantages.

Renforcement des communications avec l'extérieur et relations avec les médias

S'agissant du renforcement de la communication externe et des activités médiatiques, le REMDH n'a pas pu progresser à cause des problèmes financiers. Toutefois, il a réussi à obtenir des fonds pour embaucher un coordonnateur chargé des communications avec l'extérieur basé au secrétariat à Copenhague, de même qu'un coordonnateur des relations avec les médias à temps partiel basé à Bruxelles (d'ici 2006). Une des premières tâches du coordonnateur des communications avec l'extérieur est de définir une stratégie médiatique pour le Réseau. Le coordonnateur des relations avec les médias, quant à lui, devra mettre sur pied un réseau de journalistes intéressés par la question des droits de l'Homme.

Malgré l'absence regrettable d'une stratégie médiatique, le Réseau a ponctuellement réussi à retenir l'attention des médias. Le bureau de Bruxelles a établi une base de données importante sur les journalistes basés à Bruxelles; ces derniers reçoivent régulièrement des informations du REMDH. La base de données contient quelque 200 noms, qui comprennent la plupart des correspondants des médias des pays de l'UE et des pays arabes, basés à Bruxelles. Des extraits des déclarations du Réseau ont été cités dans les dépêches d'Agence Europe et plusieurs médias des pays arabes et européens. Le président du Réseau et le coordonnateur du bureau de Bruxelles ont été interviewés, à plusieurs reprises, par les médias internationaux (par Al-Jazeera sur la Syrie, et par d'autres médias arabes sur les élections en Tunisie, etc.)

Le REMDH a tenu une conférence de presse sur la réforme arabe en juin 2004 avant le sommet UE/É.-U., et pour le lancement à Bruxelles du premier Bilan des droits de l'Homme sur les relations entre l'UE et Israël.

Le REMDH a publié des bulletins de nouvelle hebdomadaires (48 numéros en 2004, 46 numéros en 2005), de même que des bulletins d'information bimensuels (6 numéros en 2004, 4 numéros en 2005, 2 numéros au printemps 2006) qui ont été adressés à ses membres, de même qu'à quelques 1200 abonnés. Le Réseau s'est également assuré des fonds nécessaires pour mettre au point un nouveau site internet, plus accessible et plus utile aux membres. Le nouveau site sera présenté au cours la présente Assemblée générale. Le concept du nouveau site a été arrêté en collaboration avec plusieurs membres du Réseau et à la suite d'un sondage sur les besoins du REMDH en matière d'information et de communications.

3.4.2 Recherche, activités de promotion et dialogue

Il est précisé dans le Plan d'action 2004-2008 que la recherche, les activités de promotion et le dialogue sont intimement liés à la sensibilisation et à l'information et que le REMDH mettra, avant tout, l'accent sur les démarches visant à raviver les instruments et mécanismes des droits de l'Homme de l'UE et du PEM. Il est fait état, entre autres, des activités suivantes : activités reliées aux conseils d'associations, aux comités et aux groupes de travaux qui s'y rattachent; publication d'évaluations de l'action de l'UE et du PEM en matière de droits de l'Homme; établissement et publication de rapports de recherche dans des domaines non encore exploités, comme la justice, les droits économiques et sociaux, les questions touchant les migrations et les réfugiés, les droits des minorités.

Mécanismes des droits de l'Homme de l'UE et du PEM

Le bureau de Bruxelles a été chargé de mettre en œuvre les objectifs du REMDH concernant les instruments et mécanismes de l'UE et du PEM relatifs aux droits de l'Homme. Le coordonnateur des activités de promotion a tenu le Réseau et ses membres au courant des activités et événements de l'UE et du PEM pertinents pour leur travail et a proposé des démarches sur le plan promotionnel auprès des institutions concernées, par exemple, la participation sur une base régulière aux rencontres du groupe d'ONG travaillant sur les droits de l'Homme et la démocratie avec les ONG basées à Bruxelles, aux cours desquelles ont coordonné l'approche auprès des mécanismes de l'UE et du PEM. Le bureau de Bruxelles a également été très actif dans le cadre de l'Initiative européenne pour la démocratie et les droits de l'Homme (IEDDH) qui appuie directement les ONG, indépendamment de l'accord préalable des gouvernements; plusieurs membres du REMDH ont tiré profit de cette initiative. L'IEDDH ayant été restructurée en profondeur, le coordonnateur des activités de promotion à Bruxelles a pris part à des réunions et formulé des recommandations, suite à l'appel à propositions lancées dans le cadre de l'IEDDH 2004 et des documents de programme 2005-2006.

S'agissant des Nouveaux instruments financiers pour 2007-2013 de l'UE, qui vont remplacer les programmes MEDA et l'IEDDH, le coordonnateur des activités de promotion, de même que le siège de Copenhague ont fait pression pour que soit inclus un mécanisme d'appui aux ONG indépendantes de leurs gouvernements respectifs, de même que des crédits spécifiques alloués aux activités des droits de l'Homme. Le bureau de Bruxelles a également travaillé activement sur des questions touchant la Politique européenne de voisinage et les Plans d'actions arrêtés entre l'UE et les pays partenaires. Le REMDH, en collaboration avec ses membres marocains, a pris part à des réunions en mars 2004 au Maroc avec des représentants du gouvernement, de l'UE et d'ONG concernant les Plans d'action. A cette occasion, a été soulignée la nécessité de consultations avec la société civile à tous les stades du processus.

Appuyé par l'Open Society Institute, le REMDH a amorcé en 2005 un projet sur la formation et les activités de promotion concernant le PEM et les plans d'action. Ce projet comprend la préparation d'un guide et d'une présentation Power Point sur le PEM et les plans d'action, de même que l'organisation de séminaires en Égypte et au Liban visant à accroître la sensibilisation aux plans d'actions et au PEM en tant que cadre de promotion, et à renforcer les capacités des ONG à agir à l'intérieur de ce cadre. Des séminaires sur la mise en œuvre des plans d'action du PEM sont prévus pour Israël et le Maroc.

Le REMDH a également informé ses membres dans les pays concernés des dates des réunions des conseils et des comités d'association qui réunissent des représentants de l'UE et des pays partenaires. Le Réseau a coordonné la rédaction de lettres promotionnelles et les activités de presse en relation avec ces réunions.

Le REMDH a préparé un exposé de sa position et organisé des réunions de lobbying en juin 2005 sur la réforme dans le monde arabe et la stratégie de l'UE envers les pays méditerranéens et le Moyen-Orient.

Le Réseau a également fait du lobbying auprès du Parlement européen pour la tenue de débats et l'adoption de résolutions urgentes concernant certains pays (p. ex., la Tunisie et la Syrie). Il a en outre communiqué des informations au sous-comité des droits de l'Homme du PE, aux comités des affaires étrangères et aux délégations et missions du PE dans les pays méditerranéens. Il a également fait du lobbying pour la création d'un comité des droits de l'Homme sous l'égide de l'Assemblée interparlementaire Euromed.

Le Réseau a également mené des activités de promotion auprès des institutions de l'UE pour la mise en place de sous-comités des droits de l'Homme dans le cadre des accords d'association et pour la consultation des ONG sur cette question. Un tel sous-comité des droits de l'Homme a été créé dans le cadre du conseil d'association UE-Jordanie, et il a déjà tenu une réunion. Avant la tenue de la réunion, le bureau de Bruxelles et les membres du Réseau en Jordanie ont été consultés. La Tunisie et le Maroc ont en principe accepté la formation de tels sous-comités mais ceux-ci n'ont pas encore été créés. Un précédent malheureux a déjà été créé par l'UE lorsqu'elle a accepté qu'il ne soit pas créé un tel sous-comité dans le cadre de l'accord avec Israël.

Le REMDH et ses organisations membres ont également mené des activités de promotion importantes auprès du Conseil de l'UE et des États membres, en particulier auprès du Groupe Maghreb-Mashrek du Conseil, qui a reçu des membres du Réseau à plusieurs reprises. Le Réseau s'est également entretenu avec les ministères des affaires étrangères de certains États membres de l'UE et des représentants de l'UE dans certains pays méditerranéens, comme le Maroc et l'Égypte. Par ailleurs, le large appui accordé au travail du REMDH par tous les États membres a aidé le Réseau à surmonter ses graves difficultés financières.

Évaluation de l'UE et du PEM sur le plan des droits de l'Homme

Le REMDH a préparé un exposé de sa position qui fait le bilan des dix années du Processus de Barcelone (Barcelone+10), soulignant les progrès et les reculs dans la promotion et la protection des droits de l'Homme au cours de la décennie. L'Exposé a été présenté au cours d'un séminaire EuroMesco, lors d'un atelier organisé par la Fondation Friedrich Ebert et lors de la conférence de Wilton Park sur l'élargissement de l'UE et la Méditerranée. Le document a été largement cité et certains éléments ont été incorporés dans l'évaluation Barcelone+10 de la Commission européenne. Il a servi de base au processus de consultation de tous les membres du Réseau, à l'issue duquel on a émis une déclaration (Promotion et Protection des droits de l'Homme dans la région euro-méditerranéenne à l'occasion du 10^{ème} anniversaire de la Déclaration de Barcelone) qui a été adressée aux chefs d'État et de gouvernement des pays du PEM qui assistaient au sommet Euromed à Barcelone en novembre 2005. La déclaration a également été distribuée aux membres du Réseau, au forum de discussion de l'UE sur les droits de l'Homme et aux institutions de l'UE et du PME intéressées.

Rapports de recherche dans des domaines non encore exploités

Justice

Afin de donner suite aux recommandations formulées lors de la conférence Euromed d'Uppsala (Suède) d'avril 2001 sur l'accès à la justice, et sur la base du document conceptuel préparé par le groupe de travail sur la justice du REMDH, le Réseau a conclu qu'il était nécessaire de connaître l'état des lieux en matière de justice dans la région. Deux chercheurs, l'un du Nord, l'autre du Sud, ont été chargés par le Réseau de la rédaction d'un rapport sur l'accès à la justice dans les pays du sud-est méditerranéen, mettant l'accent dans leur étude sur l'accès à la justice et son indépendance, les systèmes juridiques, l'Etat de droit, les tribunaux d'exception, et la protection des droits. Le but de l'initiative était d'accentuer le débat et la coopération au sein de l'appareil judiciaire de la région Euromed, de fortifier les activités de la société civile en matière de justice, et d'apporter une contribution et de fournir des recommandations à l'action de l'UE et du PEM sur la justice dans la région. L'ébauche de projet a été discutée lors du séminaire régional qui s'est déroulé au Maroc en juin 2004 et qui

regroupait des juristes, des magistrats et des militants des droits de l'Homme de la région. Les participants ont vu, dans ce rapport, un outil particulièrement utile pour leur travail sur les questions touchant la justice. Le REMDH a pu s'assurer du financement nécessaire pour réimprimer et présenter le document dans quelques pays choisis de la région. Le coordonnateur du projet sur la justice qui a été recruté par le Réseau est en fonction depuis mars 2006.

Droits économiques et sociaux

En mars 2004, le Réseau et l'Université européenne ont organisé conjointement un atelier sur les droits économiques et sociaux dans la région méditerranéenne et sur les répercussions sur la région des zones de libre-échange euro-méditerranéennes. En juillet 2005, au titre du suivi des projets et des rapports du Réseau sur les répercussions sur les droits de l'Homme des programmes MEDA et sur les droits économiques et sociaux dans la région euro-méditerranéenne, le Réseau, en collaboration avec Comisiones Obreros, Fundacion Paz y Solidaridad et la Fondation Friedrich Ebert, mettait sur pied un projet sur les droits économiques et sociaux. L'objectif du projet était d'évaluer l'impact du PEM sur l'emploi dans huit pays méditerranéens et de préparer huit rapports nationaux sur l'impact du PEM sur l'emploi et sur le droit au travail et un rapport sur les politiques et les pratiques de l'UE et du PEM au regard de l'emploi et du droit au travail dans le cadre du Processus de Barcelone. Ces rapports seront alors rassemblés dans un rapport de synthèse. Le projet vise à mettre en relief le lien qui existe entre les droits économiques et les droits de l'Homme, ainsi qu'à sensibiliser davantage et à renforcer les capacités des ONG à utiliser une approche des questions économiques et sociales basées sur ces droits. Le REMDH a obtenu la présence de nombre de ses membres à ces réunions.

Migrations et droits des réfugiés

En 2005, donnant suite aux recommandations des deux Assemblées générales (Athènes et Malte) d'envisager les questions concernant les migrations, les réfugiés et les demandeurs d'asile comme des questions transversales unissant les deux rives de la Méditerranée, le REMDH a mis sur pied un programme sur les droits des migrants, des réfugiés et des demandeurs d'asile dans la région euro-méditerranéenne. Le projet, en partenariat avec le HCR, visait à activer le débat au sein de la société civile Euromed sur la protection des migrants, des réfugiés et des demandeurs d'asile, et de faire le point sur la situation des migrants en transit et sur le travail des ONG travaillant dans ces domaines en Afrique du Nord. Entre autres activités, deux rapports doivent être rédigés. Le premier porte sur le vécu des demandeurs d'asile et des migrants en transit vers l'Europe, et comprend des entretiens qui seront effectués à Malte, en Italie et en Espagne. Le second rapport fera le point sur les organisations et les structures de la société civile qui travaillent sur les questions touchant aux demandeurs d'asile et aux migrations forcées en Afrique du Nord et l'environnement juridique et politique au sein duquel s'effectue ce travail. Les rapports, qui devraient être complétés en février, seront discutés lors des réunions du groupe de travail du REMDH sur les migrations, les réfugiés et les demandeurs d'asile qui se tiendront en mars 2006. Fondée sur une approche axée sur les droits de l'Homme et le droit humanitaire, le projet, qui se poursuivra en 2006 et 2007, vise à accroître la participation de la société civile dans la gestion des questions touchant les migrants et les demandeurs d'asile au sud du bassin méditerranéen et au Moyen-Orient.

Le REMDH n'a pas encore été en mesure d'entreprendre un travail continu sur les droits des minorités.

3.4.3 Renforcement des capacités et éducation

Le Plan d'action 2004-2008 précise que le REMDH va intensifier les activités qui visent à promouvoir une culture des droits de l'Homme dans la région Euromed et à renforcer la capacité des membres à agir dans le cadre du Partenariat euro-méditerranéen. L'action du Réseau dans le domaine du renforcement des capacités et de l'éducation comprend deux volets principaux : formation, séminaires et groupes de travail, et site internet et éducation en matière des droits de l'Homme.

Formation et séminaires

Comme il a déjà été mentionné ci-dessus (mécanismes de l'UE et du PEM relatifs aux droits de l'Homme), le REMDH a dispensé en 2005 et continuera de dispenser en 2006 une formation aux ONG des droits de l'Homme sur la Politique européenne de voisinage et les plans d'action. Le Réseau a produit un rapport sur la PEV, de même qu'une présentation Power Point qui seront affichés sur le nouveau site internet du REMDH et qui, une

fois terminés, pourront être téléchargés gratuitement à des fins de formation. Le matériel didactique, utilisé lors de séances de formations en Égypte, servira pour d'autres séances de formation au Liban, et éventuellement, dans d'autres pays. L'évaluation initiale des cours de formation, qui se sont déroulés en Égypte en janvier 2006, a été très positive et révèle l'intérêt des ONG à travailler sur le PEM.

Dans le cadre des activités de promotion et de lobbying liées au Bilan sur les rapports UE-Israël, les membres de l'équipe de promotion ont reçu une formation sur le fonctionnement des institutions de l'UE en matière de droits de l'Homme. Le Bilan sera également résumé dans une langue accessible en reproduisant les principales constatations et recommandations de l'étude et en expliquant de quelle manière on peut avoir recours au Bilan et ses conclusions dans les activités de lobbying.

Le REMDH a pu s'assurer des fonds nécessaires pour préparer un kit de formation sur l'intégration de la dimension homme-femme (voir groupe de travail sur les droits de la femme) qui sera utilisée en 2006 et 2007 dans le cadre de cours de formation à l'échelon sous-régional. Le kit sera également disponible sur le site internet du Réseau.

Le REMDH a contribué à plusieurs cours de formation, tel que le cours destiné aux jeunes diplomates Euromed. Sa contribution a porté sur la dimension des droits de l'Homme du PEM et de la PEV. Le Président du Réseau a pris part comme formateur dans les cours destinés aux défenseurs des droits de l'Homme en Irak, dispensé à Amman par le Amman Centre for Human Rights Studies. Au cours de la période écoulée entre les deux AG, le Réseau a facilité la participation de ses membres en tant que formateurs à des cours destinés aux ONG de la région.

La Fondation euro-méditerranéenne de soutien aux défenseurs des droits de l'Homme (FDDH), mise sur pied en décembre 2004, est, depuis lors, hébergée par le REMDH, qui collabore étroitement avec la Fondation et qui a appuyé financièrement la convocation aux organes exécutifs de quelques-uns des membres du Réseau, renforçant ainsi leurs capacités organisationnelles.

Dans le cadre de son action sur la justice, le REMDH a organisé un séminaire, qui a regroupé quelques 80 juristes, magistrats et militants des droits de l'Homme de la région Euromed. Le réseau a également accordé son appui aux séminaires de formation dirigés par certaines de ses organisations membres.

Groupes de travail

Dans son évaluation, Danida conclut que les groupes de travail continuent d'être la force motrice de l'organisation, et parmi les innovateurs clés du Réseau sur le plan organisationnel. La stratégie du Réseau est de transformer les groupes de travail en vecteurs pour le financement des programmes et en sous-réseaux basés dans le sud. Le REMDH s'est efforcé depuis la dernière AG de renforcer les capacités des groupes de travail afin qu'ils puissent assumer un rôle directeur dans la mise en œuvre des projets thématiques.

Liberté d'association

À la fin de 2005, le REMDH s'est assuré du financement nécessaire à la reprise des activités axées sur la liberté d'association. À partir de mars 2006, le coordonnateur recruté par le Réseau assumera la direction d'un projet qui vise à faire le point sur la situation sur le plan de la liberté d'association dans la région Euromed et à mettre sur pied un groupe de travail chargé de la question.

Éducation en matière de droits de l'Homme

Le groupe de travail du REMDH sur l'éducation en matière de droits de l'Homme (GT EDH) s'active, de concert avec plusieurs groupes et organisations de Palestiniens au Liban, à mettre au point un outil didactique sur les réfugiés (qui fait appel à la photographie) qui sera lancé dans les camps de réfugiés de Sabra et de Shatilla en 2006. Le GT a défini un plan stratégique pour 2004-2006 qui prévoit d'axer son approche sur l'art en poursuivant son action sur l'éducation en matière de droits de l'Homme et la relation entre l'Islam et les droits de l'Homme. Malheureusement, le GT EDH n'a pu obtenir des fonds suffisants pour mettre son projet en œuvre. Toutefois, dans la foulée de l'Université d'été sur l'EDH qui s'est déroulée au Liban en 2003, et pour donner suite aux réunions avec le Réseau des droits de l'Homme des Balkans, le REMDH a maintenant réuni les fonds

nécessaires pour lancer un projet qui vise à établir l'état des lieux des initiatives des ONG sur l'éducation en matière des droits de l'Homme. Le projet vise également à cerner des domaines d'activité non encore exploités et des occasions de faire naître des synergies, et à les avantages à organiser des universités des droits de l'Homme s'adressant aux les jeunes, afin qu'ils s'investissent dans le travail de défense des droits de l'Homme.

Droits de la femme

Le REMDH a organisé en juin 2004 une première réunion d'organisations de défense des droits de la femme et d'organisations de défense des droits de l'Homme non spécialisées en vue de mettre sur pied un groupe de travail sur les droits de la femme et l'égalité hommes-femmes. Le groupe de travail a défini un plan stratégique en deux volets : l'intégration de l'égalité hommes-femmes dans toutes les structures et activités (y celles axées sur les droits de la femme au sein de l'UE et de la PEV) du REMDH, envisagée à la fois comme une question transversale, et comme un projet spécifique sur la violence contre les femmes pendant les migrations. Un plan de travail pour les prochaines années a été élaboré lors de la réunion du groupe à Madrid à l'automne 2004. Le Réseau a déjà commencé à intégrer l'égalité hommes-femmes dans sa politique d'embauche et dans la définition de sa stratégie (également dans sa définition d'une stratégie pour l'adhésion au Réseau). Vers la fin de 2005, le REMDH a réuni les fonds nécessaires pour organiser des ateliers sous-régionaux sur l'intégration de l'égalité hommes-femmes et un kit de formation sur l'intégration de l'égalité hommes-femmes. Un coordinateur, qui sera basé dans le sud méditerranéen, a été engagé pour coordonner à partir du printemps 2006 les travaux du Réseau sur les droits de la femme et l'égalité hommes-femmes. La dimension de l'égalité hommes-femmes ayant été intégrée aux activités du GT sur les migrations, il faudrait coordonner cette question entre le GT sur les migrations et celui sur les droits de la femme.

Justice

Dû au manque de ressources financières, le groupe de travail sur la justice n'a malheureusement pas pu assurer le suivi du rapport sur l'accès à la justice dans le sud et l'est de la Méditerranée, publié en anglais, français et arabe en 2004, et qui avait été très bien accueilli. À la fin de 2005, le REMDH avait toutefois réuni les fonds pour la réimpression du rapport et sa présentation dans quelques pays choisis de la région méditerranéenne. Un coordonnateur a été chargé au siège du REMDH à Copenhague de coordonner les travaux du Réseau sur la justice à partir de mars 2006. Vers la fin de 2005, le Réseau a formé un partenariat avec Avocats sans frontières (Belgique) pour la mise sur pied d'un projet sur l'accès à la justice en Algérie dans le but d'améliorer le service d'assistance juridique aux victimes de violations des droits de l'Homme.

Palestine

Afin de mieux refléter son mandat, le groupe de travail sur la Palestine a décidé en novembre 2005 de changer son nom en « groupe de travail sur la Palestine/Israël et sur les Palestiniens ». Simultanément, le groupe de travail a adopté un document qui définit son mandat. Le groupe de travail a été très actif depuis la dernière assemblée générale : organisant des réunions deux fois par an, intervenant principal dans la production, la présentation et la promotion de deux Bilans sur les rapports entre l'UE et Israël sous l'angle des droits de l'Homme; activités de promotion (réunion et envoi de lettres) auprès des États membres de l'UE et de la société civile des pays de l'UE, non seulement en relation avec les Bilans mais également en relation avec les réunions du GT; production d'un rapport informel sur le bilan d'Israël en matière de droits de l'Homme (2004-2005)

Question kurde

Le groupe de travail du REMDH sur la question kurde a tenu une réunion en avril 2004, au cours de laquelle il a recommandé au Réseau d'axer davantage son action sur la Turquie. Compte tenu de cette recommandation et de l'amorce du processus d'accession de la Turquie à l'UE, le CE a décidé d'étudier la possibilité de mettre sur pied un groupe de travail sur la Turquie. Une mission de reconnaissance, formée du vice-président du REMDH et d'un membre du CE, s'est rendue en Turquie en septembre 2005 pour examiner s'il y avait des avantages à ce que le Réseau concentre davantage ses activités sur la Turquie. La mission avait également pour but d'identifier de nouveaux partenaires potentiels. Après avoir étudié le rapport de mission qui lui avait été remis, le CE a décidé qu'il y avait effectivement lieu d'investir davantage d'efforts sur la Turquie. Le 7 février 2006, le vice-président et le directeur exécutif ont eu des entretiens avec des ONG turques à Ankara pour les informer de l'action du Réseau et pour discuter avec elles des modalités de coopération et de participation à ses activités. Les représentants de ces organisations ont été invités à l'Assemblée générale de Madrid.

Site Web et éducation en matière des droits de l'Homme

Grâce à une subvention accordée par l'Agence de développement suédoise en 2005, le REMDH a été en mesure de mettre au point un tout nouveau site internet. Le nouveau site sera axé davantage sur les membres du Réseau et leurs activités. Ce sera là l'occasion pour les membres qui ne disposent pas de leur propre site d'être dorénavant présent sur Internet et d'avoir une fenêtre sur le monde. La mise au point du nouveau site a accordé une place de choix à la consultation et à la participation des membres. Au cours d'une réunion initiale, les membres de l'équipe de travail ont partagé leur expérience et ébauché un plan du site. Celui-ci a été présenté lors de la réunion de l'équipe de travail à Paris en février 2006 et les participants ont fait part de leurs commentaires, avant de discuter des modalités de lancement du nouveau site, qui vous est présenté au cours de la présente AG. Le nouveau site internet se compose de différents modules qui seront développés individuellement, en fonction des ressources financières disponibles.

3.4.4 Création de réseaux, solidarité et incitation à la participation

Le Plan d'action 2004-2008 établit que la création de réseaux et la participation sont des éléments cruciaux pour la promotion de la solidarité, du dialogue et des synergies au-delà des frontières dans la région euro-méditerranéenne. Il répartit le travail du REMDH sur les réseaux, la solidarité et l'incitation à la participation en trois secteurs principaux : le renforcement des communications internes, la protection des défenseurs des droits de l'Homme et la création de réseaux.

Renforcement des communications internes

Le REMDH a renforcé les communications et la création de réseaux entre ses membres en recourant aux services d'un coordonnateur à temps partiel pour les communications internes. Ses principales responsabilités consistent à maintenir un contact régulier avec les membres du REMDH, coordonner la publication d'un bulletin d'information bimensuel et de diriger les activités axées sur la solidarité, y compris la coordination avec les autres organismes internationaux des droits de l'Homme. En octobre 2005, le REMDH a lancé le programme régional sur les migrations, les réfugiés et les demandeurs d'asile, affectant un membre de son personnel dans un pays du Sud, soit le Maroc. Cela a accentué la visibilité du REMDH dans le Sud et aidé à renforcer la coopération entre les membres marocains du REMDH et les membres qui se trouvent dans le reste du Maghreb en général.

Dans le cadre de son travail sur la mise au point de procédures internes et le renforcement de la structure organisationnelle du REMDH, le CE a confié à la vice-présidente le rôle d'intervenante politique auprès des groupes de travail. Ses responsabilités consistent principalement à chercher à intégrer les différentes priorités des GT et à garantir les synergies de leurs. Elle a collaboré étroitement avec les coordonnateurs des GT dans le but d'atteindre cet objectif, et il a été décidé de convoquer une réunion des intervenants politiques au CE pour les sections thématiques des GT, des présidents des GT ainsi que des coordonnateurs, afin de définir des stratégies et de coordonner les travaux en 2006.

Tout au long de 2004 et 2005, le REMDH s'est employé à donner plus d'ampleur à son bulletin d'information hebdomadaire et à sa lettre bimensuelle afin de mieux rendre compte des activités de ses membres et du Réseau lui-même, et ainsi de renforcer les communications internes.

En outre, le REMDH met au point des critères d'admission plus détaillés qui établissent quelles mesures les membres doivent prendre pour se conformer aux obligations que leur impose l'adhésion au Réseau. (Pour plus de renseignements, voir le règlement du REMDH.)

Protection des défenseurs des droits de l'Homme

Il est établi que la promotion de la solidarité entre les membres du REMDH et la prestation d'une aide spécifique à ceux qui se trouvent dans des pays où la société civile est fragile ou en butte à la persécution, font partie intégrante de la mission du Réseau. Le Réseau entend, par ailleurs, dépêcher des missions de solidarité et des

équipes de surveillance des procès, de même que chercher à mobiliser la communauté internationale des droits de l'Homme, informer les mécanismes des droits de l'Homme de l'UE et exercer des pressions sur eux.

Depuis l'AG du REMDH à Malte, plusieurs membres ont malheureusement été victimes de sévices en raison de leurs activités en faveur des droits de l'Homme. C'est notamment le cas de membres en Tunisie, en Syrie et en Algérie, pays auxquels le REMDH attache d'ailleurs une importance prioritaire parce que la société civile y est peu vigoureuse ou est en butte à des exactions.

Le REMDH a mené en faveur de ses membres tunisiens une campagne active qui a notamment attiré l'attention sur la gravité et le caractère systématique des actes de répression et de harcèlement dont est victime la société civile en Tunisie. Le Réseau a appuyé et facilité l'envoi de plusieurs délégations de défenseurs des droits de l'Homme tunisiens auprès des instances de l'UE (en particulier dans le contexte des élections présidentielles en Tunisie en 2004 ainsi que du Sommet mondial sur la société de l'information en 2005). Le REMDH a été représenté aux assemblées générales de ses membres tunisiens – le CNLT en 2004 et la LTDH en 2005. Il a également adressé plusieurs lettres aux chefs d'État européens, aux ministres des affaires étrangères du PEM de même qu'aux représentants concernés de l'UE et du PEM, pour les tenir au courant du harcèlement inacceptable auquel sont exposées les organisations des droits de l'Homme en Tunisie, notamment en ce qui a trait au gel des fonds de la LTDH et de l'AIHR ainsi qu'à la suspension illégale de l'AG de la LTDH en septembre 2005. Le REMDH a, par ailleurs, participé à une campagne lancée par l'un de ses membres, le CNLT, pour exiger la mise en liberté immédiate d'un avocat de la cour d'appel de Tunisie, M. Abbou, ainsi qu'à une campagne liée au SMSI, dans le cadre de laquelle un groupe d'éminents défenseurs des droits de l'Homme tunisiens ont participé à une tournée d'information et de sensibilisation en France, en Allemagne et en Belgique pour décrire la situation générale de la justice en Tunisie.

Tout au long de 2004 et 2005, le REMDH a joué un rôle de premier plan en assurant la coordination et l'information dans l'affaire Aktham Naisse, le président des Comités pour la défense des libertés démocratiques et des droits de l'Homme en Syrie. En plus de diffuser plusieurs communiqués de presse consacrés à l'arrestation de M. Naisse et aux procès intentés contre lui et d'assurer la coordination de déclarations faites conjointement avec d'autres organisations internationales des droits de l'Homme, le REMDH a demandé à ses membres d'intervenir (ce qui a amené plusieurs d'entre eux à émettre des déclarations et à s'adresser à leurs propres autorités nationales en même temps qu'aux autorités syriennes), a délégué à deux reprises des observateurs aux procès (en coordination avec des organisations membres du REMDH), a communiqué avec le bureau du Rapporteur spécial des Nations Unies sur les défenseurs des droits de l'Homme et a organisé des rencontres entre M. Naisse et les instances intéressées de l'EU, en marge de la session du PE consacrée à la situation des droits de l'Homme en Syrie au cours de laquelle il a pris la parole.

En ce qui touche l'Algérie, le Réseau a apporté son soutien à un colloque organisé par une organisation membre, le Collectif des familles de disparu(e)s, et consacré aux disparitions involontaires survenues en Algérie ainsi qu'aux mesures à prendre pour mettre sur pied une commission nationale de la vérité et de la réconciliation. Ce colloque a eu lieu à Paris au printemps de 2004. Le Réseau lui a donné suite en accordant son soutien à un tribunal sur les atteintes aux droits de l'Homme en Algérie dont les séances ont eu lieu en novembre 2004. En 2005, le REMDH a aidé à organiser des rencontres entre les instances intéressées de l'UE et des membres algériens du Réseau venus à Bruxelles pour prendre part à une audition consacrée aux droits de l'Homme en Algérie. En septembre, le Réseau a fait une déclaration commentant le refus du gouvernement algérien d'accorder des visas d'entrée au directeur exécutif, Marc Schede-Poulsen, et à d'autres délégués internationaux au congrès de la Ligue algérienne de défense des droits de l'Homme (LADDH).

Le REMDH est également intervenu pour s'opposer aux nombreux actes de harcèlement et menaces dont a été victime au Liban la PHRO, l'organisation palestinienne des droits de l'Homme, et pour condamner la détention illégale de travailleurs sur le terrain de Al-Haq et du PCATI (comité public contre la torture en Israël), deux organisations membres du Réseau.

Missions

En 2004 et 2005, le REMDH a délégué des missions d'observation de procès en Syrie, en Tunisie et en Turquie. Les rapports de ces missions ont ensuite été publiés dans le bulletin hebdomadaire du REMDH et sur le site internet du Réseau (voir les communiqués du REMDH en annexe 1).

En octobre 2005, le Réseau a envoyé une mission à Gaza pour étayer et évaluer la situation des droits de l'Homme sur le terrain à la veille du retrait israélien de la Bande de Gaza, et aussi pour manifester sa solidarité avec ses membres à Gaza. Le rapport, diffusé en mars 2006, révèle que, contrairement aux assertions d'Israël, la Bande de Gaza reste un territoire occupé. Le rapport aborde également la question des effets de l'occupation sur les restrictions de la liberté de mouvement.

Création de réseaux

Le REMDH a renforcé la coopération avec le mouvement international des droits de l'Homme et s'est activement employé à créer avec la société civile des alliances dédiées aux priorités des droits de l'Homme. Le Réseau a pris part aux réunions conjointes d'ONG des droits de l'Homme et de la démocratie qui ont eu lieu à Bruxelles et, de concert avec diverses organisations internationales des droits de l'Homme, a cosigné et co-organisé des lettres, déclarations, communiqués et missions avec des organisations internationales des droits de l'Homme

Le REMDH a été l'un des organismes les plus actifs à la création de la Plate-forme non gouvernementale Euromed, constituée d'organisations de la société civile exerçant leur activité dans les domaines des droits de l'Homme, de la culture, de l'environnement, du développement durable et du syndicalisme. Le Réseau a hébergé le secrétariat de la Plate-forme jusqu'en septembre 2005 ; il a organisé des consultations locales dans plusieurs pays afin de préparer la réunion prolongée de la Plate-forme qui s'est déroulée à Chypre en 2004 et le Forum civil tenu au Luxembourg en 2005. A l'heure actuelle, le REMDH occupe le poste de secrétaire général de la Plate-forme et a contribué à l'adoption par la Plate-forme d'une charte fondée sur les droits de l'Homme.

Le REMDH a appuyé l'organisation du Forum civil arabe, qui a eu lieu à Beyrouth en mars 2004, et auquel ont assisté 87 délégués représentant 52 organisations, dont les discussions ont porté sur les réformes démocratiques et la démocratisation et sur le respect des droits de l'Homme dans le monde arabe.

En marge du premier Forum du G8 pour l'avenir, qui avait lieu au Maroc, s'est tenue les 8 et 9 décembre 2004 une rencontre de délégués d'ONG organisée par le CIHRS en collaboration avec le REMDH et d'autres. Plusieurs membres du Réseau y ont assisté.

Le REMDH a également commencé à étendre son action au-delà du cadre du Processus de Barcelone. Il a participé à une réunion qui a eu lieu à Genève sous les auspices de l'ONU en décembre 2004 pour recenser les activités menées en faveur des droits de l'Homme en Irak. En 2005, le président et d'autres membres du Réseau ont pris part à Amman aux séances de formation données aux défenseurs irakiens des droits de l'Homme sous l'égide du Centre d'Amman pour l'étude des droits de l'Homme, organisation membre du REMDH.

Le REMDH a établi, nourri et maintenu le contact avec les responsables intéressés au sein de la Commission européenne, du Parlement européen et du Conseil européen.

Le Réseau a également établi un contact avec la toute nouvelle Anna Lindh Foundation for the Dialogue Between Cultures and Civilisations et assisté à ses réunions.

Enfin, le REMDH a créé au Danemark un réseau d'organismes et d'individus qui participent aux travaux de l'Initiative élargie du Danemark pour le Moyen Orient. On a retenu les services d'un journaliste qui agira à titre de coordonnateur et produira un bulletin bihebdomadaire consacré aux activités des membres du réseau, y compris le ministère danois des affaires étrangères.

3.5 STRUCTURE ET ORGANES CONSTITUTIFS DU REMDH

Le Plan d'action décrit les rôles et responsabilités de l'Assemblée générale, du Comité exécutif et du secrétariat du REMDH sous la rubrique du renforcement de la transparence et de la participation.

De façon générale, depuis l'Assemblée générale de Malte, le REMDH a consacré de nombreux au développement de ses structures internes afin d'accroître son efficacité, son professionnalisme et la transparence de son action. Le Réseau possède désormais un règlement qui appuie et précise ses statuts. Le règlement renferme une description détaillée des rôles et responsabilités des principaux membres du Comité exécutif, précise les critères d'admission ainsi que les fonctions, la composition et les méthodes des groupes de travail.

Le REMDH distribue l'ordre du jour de chacune des réunions (Comité exécutif et groupes de travail) aux membres du Réseau et les informe que le procès-verbal de la réunion peut être obtenu sur demande au secrétariat. Deux bulletins d'information sont édités : l'un d'eux, hebdomadaire, présente les nouvelles des membres, tandis que le second, bimensuel, renferme des renseignements sur les activités du REMDH. On trouve également sur le site internet du REMDH un calendrier des événements à venir dans le domaine des droits de l'Homme.

Tout au long de 2004 et 2005, le REMDH s'est employé, de manière intensive, à mettre au point une stratégie, qui facilitera la présentation du réseau et de ce qu'il fait, et qui permettra aussi de définir des critères et des points de référence pour évaluer son travail. On a, dans le cadre de ce processus, élaboré des organigrammes illustrant la structure de gestion, les fonctions et le cheminement de l'information, ainsi que des descriptions de postes plus détaillées. La présence de deux membres du personnel dans le Sud et l'embauche de personnel supplémentaire à Bruxelles et à Copenhague ont également aidé à solidifier l'organisation.

L'Assemblée générale a été convoquée à des intervalles d'environ deux ans, et l'AG actuelle a été précédée de réunions préparatoires avec les membres du REMDH dans la mesure du possible. Le Comité exécutif du Réseau a tenu, chaque année, trois réunions très constructives et très fructueuses. La « troïka » (groupe de gestion), composée du président, de la vice-présidente et du trésorier, s'est réunie environ deux mois avant les réunions du CE afin de préparer ces dernières. Le secrétariat a tenu des rencontres annuelles avec tout le personnel, afin de discuter et de s'entendre sur les plans de travail, et pour discuter de la coopération. Le personnel de Copenhague se réunit une fois par semaine ; le bureau de Bruxelles et le projet de Rabat contribuent aussi à ce processus en fournissant régulièrement des détails sur leurs activités. Ces renseignements sont ensuite transmis au Comité exécutif.

3.6 NOUVELLES DEMANDES D'ADHÉSION AU REMDH

Le REMDH a, au cours de la période, reçu des demandes d'adhésion au Réseau. Le Comité exécutif a étudié ces demandes et fait des recommandations à l'AG de Madrid d'accepter en tant que membres du Réseau les organisations et les particuliers suivants. Pour une présentation des organisations/particuliers, voir l'annexe.

Membres nationaux réguliers :

ACSUR Las Segovias, Association de coopération avec le sud, Espagne
Centre Al Mezan des droits de l'Homme, PNA
Centre d'études des droits de l'Homme d'Amman, Jordanie
Association Marocaine des Droits Humains (AMDH), Maroc
Association Tunisienne des Femmes Démocrates (ATFD), Tunisie
Collectif des familles de disparu(e)s en Algérie, Algérie
Federacion de Asociaciones de Defensa y Promocion de los Derechos Humanos, Espagne
Comité humaniste des droits de l'Homme, (HOM), Pays-Bas
Centre pour la réhabilitation et la recherche des victimes de torture RCT, Danemark

Membres associés

Société irakienne des droits de l'Homme, Danemark
Fondation des relations internationales, université de Malte, Malte

Membres individuels

Jon Rud, avocat, Norvège/Espagne
Negad El Borei, avocat, Egypte
Georges Assaf, avocat, Liban

3.7 CESSATION DE LA QUALITÉ DE MEMBRE DU REMDH

Depuis l'Assemblée générale du REMDH en 2003, les organisations et individuels membres suivants n'ont pas été en contact avec le REMDH. Avant l'Assemblée générale, le REMDH a envoyé une lettre à chacun de ces membres en leur demandant s'ils souhaitaient rester membre du REMDH (avec un délai de dix jours pour répondre) Le REMDH n'a pas reçu de réponse, c'est la raison pour laquelle le Comité exécutif recommande à l'Assemblée générale de mettre fin à leur qualité de membre du REMDH ;

Membres nationaux réguliers :

Danish Helsinki Committee, Danemark
Italian Helsinki Committee for Human Rights, Italie

Membres individuels :

Hans Kjellund, Danemark
Moncef Marzouki, Tunisie
Philip Rudge, Royaume Uni
Mohammed Tahri, Algérie

3.8 Reconnaissance de donateurs

Pendant la période rapportée, le Réseau a reçu d'appui des donateurs suivants pour lequel le REMDH est très reconnaissant :

DANIDA

Commission Européenne

SIDA

The Netherlands Ministry of Foreign Affairs

Cercle des ONGs, Luxembourg

UNHCR

The Ford Foundation

The Open Society Institute

Novib

ICCO

DanChurchAid

Diakonia, Suède

Ministry of Justice, Belgique

The Friedrich Ebert Stiftung

The Heinrich Böll Stiftung

European Culture Foundation

Fondation René Seydoux

Ministère des Affaires étrangères, Suède

Ministère des Affaires étrangères, Luxembourg

Département des Affaires étrangères, Ireland

Ministère des Affaires étrangères, Grèce

Ministère des Affaires étrangères, Chypre

Ministère des Affaires étrangères, Hongrie

Annexes:

Annexe 1:

Le REMDH a publié les rapports suivants entre janvier 2004-avril 2006:

Décembre 2005: [Un Bilan des droits de l'Homme dans les relations UE-Israël – Engagements à agir, 2004-2005](http://www.euromedrights.net/francais/fransk.html), (Susan Rockwell/Charles Shamas). (Anglais, arabe, français, hébreu)
<http://www.euromedrights.net/francais/fransk.html>

Février 2005 : [Le pouvoir Judiciaire dans le Sud et l'Est de la région Méditerranéenne, \(Sian Lewis-Anthony et Mohamed Mouaqit\)](http://www.euromedrights.net/francais/fransk.html).(Anglais, français, arabe) <http://www.euromedrights.net/francais/fransk.html>

2004 : Rapport de la sixième Assemblée Générale du Réseau euro-méditerranéen des droits de l'homme, Malte 5-7 Decembre 2003. (Anglais, français, arabe) <http://www.euromedrights.net/francais/fransk.html>

2004: [Un Bilan des droits de l'Homme dans les relations UE-Israël – Engagements à agir, 2003-2004](http://www.euromedrights.net/francais/fransk.html), (Susan Rockwell/Charles Shamas). (Anglais, arabe, français, hébreu)
<http://www.euromedrights.net/francais/fransk.html>

2004 : [Rapport conjoint du REMDH et du Centre d'Amman pour l'Etude des Droits de l'Homme sur le procès d'Aktham Naisseh le 16 août 2004](http://www.euromedrights.net/english/emhrn-documents/country-reports/main.html), (Mustafa Yaghi). (Anglais, arabe)
<http://www.euromedrights.net/english/emhrn-documents/country-reports/main.html>

2004 : [Rapport du REMDH sur le procès du militant des droits de l'homme Aktham Naisseh le 26 juillet 2004](http://www.euromedrights.net/english/emhrn-documents/country-reports/Aktham%20trial.htm), (Negad El Borai). (Anglais, arabe) <http://www.euromedrights.net/english/emhrn-documents/country-reports/Aktham%20trial.htm>

Mars 2004 : [Limitation de l'Espace pour les Droits de l'Homme - L'Action des ONGs Palestiniennes – Note de Discussion](http://www.euromedrights.net/english/emhrn-documents/country-reports/Palestine_NGOs_March%202004.htm), (Marita Roos). (Anglais) http://www.euromedrights.net/english/emhrn-documents/country-reports/Palestine_NGOs_March%202004.htm

Document d'orientation et recommandations au Partenariat euro-méditerranéen (PEM) entre janvier 2004-avril 2006:

Octobre 2005 : [Promotion et Protection des Droits de l'Homme dans la Région Euro-Méditerranéenne à l'occasion di 10ème anniversaire da la Déclaration de Barcelone](http://www.euromedrights.net/francais/fransk.html),
<http://www.euromedrights.net/francais/fransk.html>

Mars 2005 : [Position du Réseau euro-méditerranéen des droit de l'Homme sur BARCELONE + 10 ET LES DROITS DE L'HOMME](http://www.euromedrights.net/francais/fransk.html), <http://www.euromedrights.net/francais/fransk.html>

Octobre 2004 : [Document de position du REMDH, de la FIDH et du CIHRS «Face aux initiatives pour des réformes dans le monde arabe](http://www.euromedrights.net/francais/fransk.html), <http://www.euromedrights.net/francais/fransk.html>

Juin 2004 : [Conclusion du séminaire régional à Rabat les 18 aux 20 juin 2004 sur La justice au Sud et à l'Est de la Méditerranée](http://www.euromedrights.net/francais/fransk.html), <http://www.euromedrights.net/francais/fransk.html>

Juin 2004 : [Document pour la réunion du Conseil d'association entre le Maroc et l'Union européenne du 26 avril 2004](http://www.euromedrights.net/francais/fransk.html), <http://www.euromedrights.net/francais/fransk.html>

Lettre d'information du REMDH

<http://www.euromedrights.net/francais/fransk.html>

[REMDH Lettre d'information, numéro 1/2006](#)

[REMDH Lettre d'information, numéro 8/2005](#)

[REMDH Lettre d'information, numéro 7/2005](#)

[REMDH Lettre d'information, 5/ 2005](#)

[REMDH Lettre d'information, 4/ 2004](#)

[REMDH Lettre d'information, 23 décembre 2004](#)

[REMDH Lettre d'information, 10 novembre 2004](#)

[REMDH Lettre d'information, octobre 2004](#)

[REMDH Lettre d'information, septembre 2004](#)

[REMDH Lettre d'information, mars 2004](#)

Bulletins d'information hebdomadaire du REMDH

<http://www.euromedrights.net/francais/fransk.html>

Des lettres d'information en 2004 n'ont pas été publiées sur le site internet en tant que bulletin d'information. Cependant, chaque lettre a été publiée dans la rubrique 'des nouvelles sur...' disponible dans la section des nouvelles sur le site internet (voir : <http://www.euromedrights.net/francais/fransk.html>). Pour 2005 et après, les bulletins d'information hebdomadaire du REMDH suivants ont été publiés :

- [Bulletin d'information Numéro 11/2006 17.03.2006 - 22.03.2006](#)
- [Bulletin d'information Numéro 10/2006 10.03.2006 - 17.03.2006](#)
- [Bulletin d'information Numéro 09/2006 03.03.2006 - 10.03.2006](#)
- [Bulletin d'information Numéro 08/2006 24.02.2006 - 03.03.2006](#)
- [Bulletin d'information Numéro 07/2006 13.02.2006 - 24.02.2006](#)
- [Bulletin d'information Numéro 06/2006 06.02.2006 - 13.02.2006](#)
- [Bulletin d'information Numéro 05/2006 30.01.2006 - 06.02.2006](#)
- [Bulletin d'information Numéro 04/2006 23.01.2006 - 30.01.2006](#)
- [Bulletin d'information Numéro 03/2006 16.01.2006 - 23.01.2006](#)
- [Bulletin d'information Numéro 02/2006 09.01.2006 - 16.01.2006](#)
- [Bulletin d'information Numéro 01/2006 19.12.2005 - 09.01.2006](#)
- [Bulletin d'information Numéro 47/2005 09.12.2005 - 16.12.2005](#)
- [Bulletin d'information Numéro 46/2005 02.12.2005 - 09.12.2005](#)
- [Bulletin d'information Numéro 45/2005 25.11.2005 - 02.12.2005](#)
- [Bulletin d'information Numéro 44/2005 18.11.2005 - 25.11.2005](#)
- [Bulletin d'information Numéro 43/2005 11.11.2005 - 18.11.2005](#)
- [Bulletin d'information Numéro 42/2005 04.11.2005 - 11.11.2005](#)
- [Bulletin d'information Numéro 41/2005 21.10.2005 - 04.11.2005](#)
- [Bulletin d'information Numéro 40/2005 14.10.2005 - 21.10.2005](#)
- [Bulletin d'information Numéro 39/2005 07.10.2005 - 14.10.2005](#)
- [Bulletin d'information Numéro 38/2005 23.09.2005 - 07.10.2005](#)
- [Bulletin d'information Numéro 37/2005 16.09.2005 - 23.09.2005](#)
- [Bulletin d'information Numéro 36/2005 09.09.2005 - 16.09.2005](#)

- [Bulletin d'information Numéro 35/2005 02.09.2005 - 09.09.2005](#)
- [Bulletin d'information Numéro 34/2005 26.08.2005 - 02.09.2005](#)
- [Bulletin d'information Numéro 33/2005 19.08.2005 - 26.08.2005](#)
- [Bulletin d'information Numéro 32/2005 12.08.2005 - 19.08.2005](#)
- [Bulletin d'information Numéro 31/2005 05.08.2005 - 12.08.2005](#)
- [Bulletin d'information Numéro 30/2005 29.07.2005 - 05.08.2005](#)
- [Bulletin d'information Numéro 29/2005 22.07.2005 - 29.07.2005](#)
- [Bulletin d'information Numéro 28/2005 15.07.2005 - 22.07.2005](#)
- [Bulletin d'information Numéro 27/2005 08.07.2005 - 15.07.2005](#)
- [Bulletin d'information Numéro 26/2005 01.07.2005 - 08.07.2005](#)
- [Bulletin d'information Numéro 25/2005 24.06.2005 - 01.07.2005](#)
- [Bulletin d'information Numéro 24/2005 17.06.2005 - 24.06.2005](#)
- [Bulletin d'information Numéro 23/2005 10.06.2005 - 17.06.2005](#)
- [Bulletin d'information Numéro 22/2005 03.06.2005 - 10.06.2005](#)
- [Bulletin d'information Numéro 21/2005 27.05.2005 - 03.06.2005](#)
- [Bulletin d'information Numéro 20/2005 20.05.2005 - 27.05.2005](#)
- [Bulletin d'information Numéro 19/2005 06.05.2005 - 20.05.2005](#)
- [Bulletin d'information Numéro 17/2005 29.04.2005 - 06.05.2005](#)
- [Bulletin d'information Numéro 16/2005 22.04.2005 - 29.04.2005](#)
- [Bulletin d'information Numéro 15/2005 15.04.2005 - 22.04.2005](#)
- [Bulletin d'information Numéro 14/2005 08.04.2005 - 15.04.2005](#)
- [Bulletin d'information Numéro 13/2005 01.04.2005 - 08.04.2005](#)
- [Bulletin d'information Numéro 12/2005 18.03.2005 - 01.04.2005](#)
- [Bulletin d'information Numéro 11/2005 11.03.2005 - 18.03.2005](#)
- [Bulletin d'information Numéro 10/2005 04.03.2005 - 11.03.2005](#)
- [Bulletin d'information Numéro 09/2005 27.02.2005 - 04.03.2005](#)
- [Bulletin d'information Numéro 08/2005 20.02.2005 - 27.02.2005](#)
- [Bulletin d'information Numéro 07/2005 13.02.2005 - 20.02.2005](#)
- [Bulletin d'information Numéro 06/2005 06.02.2005 - 13.02.2005](#)
- [Bulletin d'information Numéro 05/2005 28.01.2005 - 06.02.2005](#)
- [Bulletin d'information Numéro 04/2005 21.01.2005 - 28.01.2005](#)
- [Bulletin d'information Numéro 03/2005 14.01.2005 - 21.01.2005](#)
- [Bulletin d'information Numéro 02/2005 07.01.2005 - 14.01.2005](#)
- [Bulletin d'information Numéro 01/2005 18.12.2004 - 07.01.2005](#)

Le REMDH a publié les communiqués de presse suivants janvier 2004- avril 2006:

- [Lettre ouverte à l'occasion de la rencontre de l'Union européenne avec le Ministre des Affaires étrangères tunisien \(de l'OMCT, FIDH, REMDH\), 6.3.2006](#)
- [Communiqué du REMDH: L'urgence de réaffirmer les principes des droits de l'Homme à la lumière du climat politique actuel, 6 mars 2006](#)
- [Position du REMDH sur la controverse entourant la publication de caricatures dans le quotidien danois Jyllandsposten, 6 feb 2006](#)
- [Le Président du REMDH Kamel Jendoubi victime d'une acte de vandalisme, 03 jan 2006](#)
- [Communiqué du REMDH après le 10ème anniversaire du Sommet euro-méditerranéen, Barcelone 27-28 novembre 2005, 19 dec 2005](#)

- [Les défenseurs des droits de l'Homme en appellent à l'intervention du Conseil d'association UE-Israël, 5 dec 2005](#)
- [dans le cadre du Processus de Barcelone doivent se traduire en action](#)
- [La Bande de Gaza est encore occupée, 21 octobre 2005](#)
- [Il faut prendre au sérieux les droits de l'Homme](#)
- [Première réunion du Conseil d'administration de la Fondation Euro-Méditerranéenne de soutien aux défenseurs des droits de l'Homme, 23.2.2005](#)
- [La justice dans la région du sud-est de la méditerranée. Sortie d'un nouveau rapport du REMDH, 25.2.2005](#)
- [Lettre ouverte du REMDH, de la FIDH et de l'OMCT à l'occasion du conseil d'association UE-Tunisie, 27.1.2005](#)
- [Refus d'entrée du Président du Réseau euro-méditerranéen des droits de l'Homme sur le territoire égyptien, 17.1.2005](#)
- [Poursuite du procès contre un éminent défenseur des droits de l'Homme syrien, lauréat du prix MEA, 16.1.2005](#)
- Communiqué de presse du Réseau Euro Méditerranéen des Droits de l'Homme, de l'Institut du Caire pour l'Etude des Droits de l'Homme, la Fédération Internationale des Droits de l'Homme et l'Organisation Marocaine pour les Droits de l'Homme en relation à la réunion du G8 au Maroc: Au moment de la journée mondiale des droits de l'homme: la réforme du Régime Arabes est-elle intangible? 9.12.2004 ([en anglais](#), en arabe)
- Communiqué de presse du Réseau Euro Méditerranéen des Droits de l'Homme, de l'Institut du Caire pour l'Etude des Droits de l'Homme, la Fédération Internationale des Droits de l'Homme et l'Organisation Marocaine pour les Droits de l'Homme en relation à la réunion du G8 au Maroc: Au moment de la journée mondiale des droits de l'homme: Quel est le rôle de la société civile dans le forum à l'avenir? 10.12.2004 ([en anglais](#), en arabe)
- [L'UE viole ses propres engagements en matière de droits de l'Homme: lancement d'une nouvelle rapport du REMDH, 9.12.2004](#)
- [Lancement d'une nouvelle fondation euro-med des droits de l'Homme, 9.12.2004](#)
- [Le REMDH appelle l'UE à ouvrir la porte à la Turquie, 26.11.2004](#)
- [Le procès contre Aktham Naisse continue dimanche \(en anglais\), 21.10.2004](#)
- [Une attaque contre les droits de l'homme, 8.10.2004](#)
- [Mémorandum conjoint du REMDH et de la FIDH sur le Conseil d'Association UE Jordanie \(en anglais\), 7.10.2004](#)

- [SITUATION DES DROITS DE L'HOMME EN SYRIE ENCORE ÉCOEURANTE. DEUX MEMBRES DU COMITÉ POUR LA DÉFENSE DES LIBERTÉS DÉMOCRATIQUES ET DES DROITS DE L'HOMME \(CDF\), ORGANISATION MEMBRE DU REMDH ONT ÉTÉ ARRÊTÉ \(EN ANGLAIS\), 27.9.2004](#)
- [PROCÈS INÉQUITABLE CONTRE UN DÉFENSEUR DES DROITS DE L'HOMME SYRIEN \(EN ANGLAIS\), 13.8.2004](#)
- [Procès inéquitable d'Aktham Naisse, Président des CDF, devant la Cour suprême de sûreté de l'Etat, 27.7.2004](#)
- [Lettre ouverte pour le Ministre Français des Affaires Etrangères à l'occasion de sa visite en Tunisie, 13.7.2004](#)
- [Des ONGs "droits de l'Homme" appellent l'UE et les USA à prendre en compte les positions de la société civile dans les initiatives pour des réformes dans la région arabe, 23.6.2004](#)
- [Justice et défenseurs des droits humain en Méditerranée, 21.6.2004](#)
- [Mise à jour sur l'appel REMDH à la solidarité avec la Ligue tunisienne des droits de l'Homme, 21.5.2004](#)
- [Le REMDH lance un appel à la solidarité avec la Ligue tunisienne des droits de l'Homme, 13.5.2004](#)
- Défenseur des Droits de l'Homme Syrien Encore une Fois Détenu, 14.4.2004 (en [anglais](#))
- [Plan d'action UE-Maroc et droits de l'Homme: la société civile demande à être entendue, 1.4.2004](#)
- [18.4.2004: Crime contre les Droits Humains en Madrid](#)
- [Le Réseau Euro-Méditerranéen des Droits de l'Homme salue l'examen légal international du mur/barrière par la Cour Internationale de Justice \(CIJ\), 20.2.2004](#)
- [Un défenseur des droits de l'homme détenu et harcelé, 12.2.2004](#)
- [Encore une militante des droits de l'Homme tunisien attaquée: agression violente contre Sihem Bensedrine \(en anglais\), 9.1.2004](#)

Annexe 2:

Réunions tenues entre janvier 2004 et avril 2006¹ :

Réunion de l'Assemblée générale du REMDH

Type de réunion : 6^e assemblée générale du Réseau euro-méditerranéen des droits de l'Homme

Date et lieu : 5-7 décembre 2003 à Malte

Participants : environ 90 membres du REMDH

Réunions du Comité exécutif du REMDH

Date et lieu : 6-8 février 2004, Copenhague (Danemark)

Participants : Kamel Jendoubi, Sandrine Grenier, Rabéa Naciri, Bahey El-Din Hassan, Randa Siniora, Klaus Slavensky, Reyhan Yalcindag, Eva Norstroem, Marc Schade-Poulsen, Michel Tubiana, Theocharis Papamargaris, Marit Flø Jørgensen, Ole Reitov (facilitator), and Maibritt Damgaard Nielsen (rapporteur)

Date et lieu : 20-23 mai 2004, Paris (France)

Participants : Kamel Jendoubi (Président), Bahey El-Din Hassan (membre du CE), Randa Siniora (membre du CE), Reyhan Yalcindag (membre du CE, présent à la réunion à partir du vendredi après-midi), Eva Norstroem (Vice-présidente, présente à la réunion à partir de jeudi soir), Michel Tubiana (membre du CE), and Theocharis Papamargaris (Trésorier), Marc Schade-Poulsen (Directeur exécutif); Sandrine Grenier (personnel du REMDH), Marit Floe Jorgensen (personnel du REMDH), and Maibritt Damgaard Nielsen (personnel du REMDH, rapporteur)

A l'occasion de cette réunion, Kamel Jendoubi (Président du REMDH) et Sandrine Grenier (Coordinatrice du REMDH à Bruxelles) ont rencontré, le 24 mai, André Janier, ambassadeur responsable du Processus de Barcelone au Ministère français des affaires étrangères.

Date et lieu : 29-31 octobre 2004, La Haye (Pays-Bas)

Participants : Kamel Jendoubi (Président), Eva Norstroem (Vice-président), and Theocharis Papamargaris (Trésorier), Randa Siniora (membre du CE), Colm Regan (membre du CE), Rabéa Naciri (membre du CE), Klaus Slavenski (membre du CE), Marc Schade-Poulsen (Directeur exécutif); Sandrine Grenier (coordinatrice du REMDH à Bruxelles), Marit Floe Jorgensen (cadre au REMDH), and Sannie Nielsen (coordinatrice administrative du REMDH, rapporteur), Eskil Trolle (conférencier invité; Partenaire chez Bech Bruun & Dragsted)

Avant la réunion, Marc Schade-Poulsen (Directeur exécutif du REMDH), Marit Floe Jorgensen (Cadre au REMDH) et Sandrine Grenier (Coordinatrice du REMDH à Bruxelles) ont rencontré les représentants du Ministère hollandais des Affaires étrangères.

D'autres réunions ont été organisées avec deux des organisations membres du REMDH aux Pays-Bas. Le 28 octobre, Marc Schade-Poulsen (Directeur exécutif du REMDH), Marit Floe Jorgensen (Cadre au REMDH) et Sandrine Grenier (Coordinatrice du REMDH à Bruxelles) ont rencontré Martha meijers (Directrice), Marike Radstaake (Responsable des programmes) du Comité humaniste des droits de l'Homme (HOM) à Utrecht. Le 29 octobre, Jan Jaap van Oosterzee, coordinateur du Dialogue euro-arabe par le bas, a accueilli Rabéa Naciri (membre du Comité exécutif du REMDH), Colm Regan (membre du Comité exécutif du REMDH) and Marc Schade-Poulsen (Directeur exécutif du REMDH) dans leurs bureaux à La Haye

¹ Le REMDH a participé à de nombreuses autres réunions autres que celles mentionnées ici. Pour plus d'informations, veuillez consulter nos lettres d'informations

Date et lieu : 4-6 février 2005, Londres (Royaume-Uni)

Participants : Kamel Jendoubi (Président), Eva Norström (Vice-présidente), Theocharis Papamargaris (Trésorier), Randa Siniora (membre du CE), Colm Regan (membre du CE), Rabéa Naciri (membre du CE), Klaus Slavenski (membre du CE), Reyhan Yalcindag (membre du CE), Bahey El Din Hassan (membre du CE), Marc Schade-Poulsen (Directeur exécutif), Marit Floe Jorgensen (cadre au REMDH) and Sannie Nielsen (Coordinatrice du REMDH, rapporteur)

Marc Schade-Poulsen (Directeur exécutif du REMDH) et Marit Floe Jorgensen (cadre au REMDH) ont rencontré les représentants du Département britannique du développement international (DFID). Marc Schade-Poulsen, Marit Floe Jorgensen et Theocharis Papamargaris (Trésorier du REMDH) ont rencontré la Fondation Westminster. Une rencontre a également été organisée avec Amnesty International et à laquelle participaient Colm Regan (membre du CE du REMDH), Marc Schade-Poulsen et Marit Floe Jorgensen.

Date et lieu : 10-12 juin 2005, Le Caire, Egypte

Participants : Kamel Jendoubi (Président), Eva Norstroem (Vice-présidente), Theocharis Papamargaris (Trésorier), Colm Regan (membre du CE), Rabéa Naciri (membre du CE), Klaus Slavensky (membre du CE), Bahey El Din Hassan (membre du CE), Michel Tubiana (membre du CE), Marc Schade-Poulsen (Directeur exécutif), Marit Floe Jorgensen (cadre au REMDH), Sandrine Grenier (coordinatrice du REMDH à Bruxelles), Nels Lyngsoe (contrôleur au REMDH) et Sannie Nielsen (Coordinatrice du REMDH, rapporteur).

Avant la réunion, Kamel Jendoubi (Président du REMDH), Bahey El Din Hassan (membre du CE du REMDH), Marc Schade-Poulsen (Directeur exécutif du REMDH) et Marit Floe Jorgensen (cadre au REMDH) ont participé à des rencontres avec S.E. Ahmed Abu El-Gheit, Ministre des affaires étrangères d'Egypte, M. Amr Moussa (Secrétaire général de la Ligue arabe), l'Ambassadeur Mokhless Kotb (Secrétaire général du Conseil national des droits de l'Homme) et M. Mohammed Fayek (Secrétaire général de l'Organisation arabe des droits de l'Homme).

L'après-midi du 8 juin, une rencontre des ONG sur le thème : Les nouvelles évolutions en Egypte requièrent-elles une nouvelle approche des organisations internationales des droits de l'Homme ? était organisée par l'Institut du Caire pour l'étude des droits de l'Homme avec la participation de Kamel Jendoubi, Eva Norstroem, Klaus Slavensky (CE du REMDH), Marc Shade-Poulsen et Marit Floe Jorgensen (Secrétariat du REMDH) et la présence d'une vingtaine de représentants d'ONG égyptiennes.

Le 13 juin 2005, une rencontre s'est tenue entre M. Traugott Schoefthaler (Directeur exécutif of Fondation euroméditerranéenne Anna Lindh pour le dialogue entre les cultures) et Eva Norstroem (Vice-présidente du REMDH) Marc Schade-Poulsen (Directeur exécutif) et Marit Floe Jorgensen (cadre au REMDH).

De plus, la Vice-Présidente du REMDH, Eva Norstroem, et, Marit Floe Jorgensen (Cadre au REMDH) ont eu la possibilité de rencontrer Mme Fadia Nahhas, responsable de la communication et de l'information à la Fondation euroméditerranéenne Anna Lindh pour le dialogue entre les cultures, dans la Bibliothèque d'Alexandrie, ainsi que Mme Ingrid Sandstroem, (sous-directrice de l'Institut suédois d'Alexandrie).

Date et lieu : 7-9 Octobre 2005, Barcelone, Espagne

Participants: Kamel Jendoubi (Président), Eva Norstroem (Vice-présidente) (présente les 8 et 9 Octobre), Theocharis Papamargaris (Trésorier), Colm Regan (Membre du CE), Rabéa Naciri (Membre du CE), Klaus Slavensky (Membre du CE), Bahey El Din Hassan (Membre du CE), Michel Tubiana (Membre du CE) et Randa Siniora (Membre du CE), Marc Schade-Poulsen (Directeur exécutif du REMDH), Marit Floe Jorgensen (Cadre au REMDH), Sandrine Grenier (Coordinatrice du REMDH à Bruxelles), Nels Lyngsoe (Contrôleur au REMDH), Habib Belkouch (Directeur du projet du REMDH sur les migrations, les réfugiés et les demandeurs ad'asile au Maroc) et Maibrith Damgaard Nielsen (Coordinatrice administrative au REMDH, rapporteur)

Avant la réunion du 6 Octobre 2005, le Président du REMDH, Kamel Jendoubi, le Directeur exécutif du REMDH, Marc Schade-Poulsen et Marit Floe Jorgensen (Cadre au REMDH) ont participé à quatre réunions officielles à Madrid; avec l'Ambassadeur pour Barcelone, Juan Prat, l'Ambassadeur aux droits de l'Homme, Silvia Escobar, Luisa Sirvent (secrétaire générale) José Antonio Gimbernat (président) de la Federacion de Asociaciones de Defensa y Promocion de los Derechos Humanos, et enfin avec José Martin, (directeur), David Ortiz et Malika Abdelaziz, (responsables de projets), del' ACSUR.

Le 7 Octobre 2005, le Président du REMDH, Kamel Jendoubi, le Directeur exécutif du REMDH, Marc Schade-Poulsen, Marit Floe Jorgensen (Cadre au REMDH) la Coordinatrice du REMDH à Bruxelles, Sandrine Grenier, le directeur du projet du REMDH sur les migrations, Habib Belkouch, et Klaus Slavensky (Membre du CE) ont participé à une réunion avec Gemma Aubarel et Pau Solanilla, représentants du IEMED, à Barcelone. De plus, Marc Schade-Poulsen, Sandrine Grenier, Habib Belkouch, et Klaus ont participé à une réunion avec Enric Olivé, Anna Penicho et Rebecca Tomas du Groupe de recherche sur le sexe, l'interculturalité et les études culturelles méditerranéennes / Observatoire Euromed sur l'interculturalité et les droits de l'Homme, ainsi que Lurdes Rios de l'Observatoire des droits économiques, sociaux et culturels.

Date et lieu: 23-26 Février 2006, Paris, France

Participants: Kamel Jendoubi (Président), Eva Norstroem (Vice-présidente), Theocharis Papamargaris (Trésorier), Colm Regan (Membre du CE), Rabéa Naciri (Membre du CE) (présente les 24 et 26 Février), Klaus Slavensky (Membre du CE), Bahey El Din Hassan (Membre du CE), Michel Tubiana (Membre du CE), Marc Schade-Poulsen (Directeur exécutif du REMDH), Marit Floe Jorgensen (Cadre au REMDH), Sandrine Grenier (Coordinatrice du REMDH à Bruxelles), Nels Lyngso (Contrôleur au REMDH), Habib Belkouch (Directeur du projet du REMDH sur les migrations, les réfugiés et les demandeurs ad'asile au Maroc), Line Gamrath Rasmussen (Coordinateur de projet au REMDH) (présente le 26 Février) et Maibrith Damgaard Nielsen (Coordinatrice administrative au REMDH, rapporteur)

Après la réunion du CE, le 27 Février 2006, le Président du REMDH, Kamel Jendoubi, et le Directeur exécutif du REMDH, Marc Schade-Poulsen, ont rencontré l'Ambassadeur chargé du Processus de Barcelone, Francois Gouyette, et le Vice-directeur de la coopération et du développement, Mr Jérôme Pasquier, pour discuter l'évolution dans la Méditerranée et le Processus de Barcelone.

Parallèlement à la réunion du CE, un groupe d'études créé en liaison avec le nouveau site internet du REMDH s'est rencontré à Paris le 27 Février 2006 pour faire le point sur les avancées du projet. Le nouveau site internet sera présenté à l'Assemblée générale du REMDH en Mai 2006, permettant aux organisations membres du REMDH de le commenter et de faire part de leurs suggestions.

REUNIONS DE LA TROIKA DU REMDH (DIRECTION):

Date et lieu: 17 Mars 2004, Copenhague, Danemark

Participants: Kamel Jendoubi (Président), Eva Norstroem (Vice-présidente), Theocharis Papamargaris (Trésorier) et Marc Schade-Poulsen (Directeur exécutif)

Date et lieu: 6 Mai 2004, Copenhague, Danemark

Participants: Kamel Jendoubi, Eva Norstroem, Marc Schade-Poulsen, Theocharis Papamargaris, Colm Regan, Marit Floe Jorgensen et Maibrith Damgaard Nielsen (rapporteur)

Date et lieu: 1er Juillet 2004, Copenhague, Danemark

Participants: Kamel Jendoubi (Président du REMDH), Eva Norstroem (Vice-présidente du REMDH), Marc Schade-Poulsen (Directeur exécutif du REMDH), Theocharis Papamargaris (Trésorier du REMDH), Marit Floe Jorgensen (cadre au REMDH) et Maibrith Damgaard Nielsen (Coordinatrice administrative au REMDH, rapporteur)

Date et lieu: 22 Septembre 2004, Copenhague, Danemark

Participants: Kamel Jendoubi (Président du REMDH, modérateur), Eva Norstroem (Vice-présidente du REMDH), Theocharis Papamargaris (Trésorier du REMDH), Marc Schade-Poulsen (Directeur exécutif du REMDH) et Sannie Nielsen (Coordinatrice administrative au REMDH, rapporteur)

Date et lieu: 11 Mars 2005, Copenhague, Danemark

Participants: Kamel Jendoubi (Président du REMDH, modérateur), Eva Norstroem (Vice-présidente du REMDH), Theocharis Papamargaris (Trésorier du REMDH), Marc Schade-Poulsen (Directeur exécutif du REMDH), Marit Floe Jorgensen (Cadre au REMDH), Sandrine Grenier (Coordinatrice du REMDH à Bruxelles), Nels Lyngsoe (Contrôleur au REMDH) et Sannie Nielsen (Coordinatrice administrative au REMDH, rapporteur)

Date et lieu: 19 Mai 2005, Copenhague, Danemark

Participants: Kamel Jendoubi (REMDH Président, modérateur), Eva Norstroem (REMDH Vice-président), Theocharis Papamargaris (REMDH Trésorier), Marc Schade-Poulsen (Directeur exécutif du REMDH), Nels Lyngsoe (Contrôleur au REMDH) et Sannie Nielsen (Coordinatrice administrative au REMDH, rapporteur)

Date et lieu: 1 Septembre 2005, Copenhague, Danemark

Participants: Kamel Jendoubi (REMDH Président, modérateur), Eva Norstroem (REMDH Vice-président), Theocharis Papamargaris (REMDH Trésorier), Marc Schade-Poulsen (Directeur exécutif du REMDH), Marit Floe Jorgensen (Cadre au REMDH) et Maibritt Damgaard Nielsen (Coordinatrice administrative au REMDH, rapporteur)

Place et Date: 1 Décembre 2005, Copenhague, Danemark

Participants: Kamel Jendoubi (REMDH Président, modérateur), Eva Norstroem (REMDH Vice-président), Theocharis Papamargaris (REMDH Trésorier), Marc Schade-Poulsen (Directeur exécutif du REMDH), Marit Floe Jorgensen (REMDH Information officer) et Maibritt Damgaard Nielsen (Coordinatrice administrative au REMDH, rapporteur)

Date et lieu: 29 Mars 2006, Copenhague, Danemark

Participants: Kamel Jendoubi (REMDH Président, modérateur), Eva Norstroem (REMDH Vice-présidente), Theocharis Papamargaris (REMDH Trésorier), Marc Schade-Poulsen (Directeur exécutif du REMDH), Marit Floe Jorgensen (Cadre au REMDH), Nels Lyngsoe (Contrôleur au REMDH) et Maibritt Damgaard Nielsen (Coordinatrice administrative au REMDH, rapporteur)

REUNIONS DES GROUPES DE TRAVAIL:

Justice

Type de réunion: Séminaire régional sur « la Justice dans le sud et l'est de la Méditerranée », organisé par le en collaboration avec l'Espace Associatif, l'ADFM et l'OMDH avec le soutien de la Commission européenne et SIDA

Date et lieu: 18-20 Juin 2004, Rabat, Maroc

Participants: Ghassan Abdallah (Organisation palestinienne des droits de l'Homme, Liban), Amine Abdelhamide (Président de l'Association Marocaine des Droits Humains, Maroc), Mohamed Akdime (Syndicat des barreaux de Rabat, Maroc), Farouq Al Kilani (Ex. Président de la Haute Cour de Justice, Jordanie), Zaha Al Majali (Amman Centre for Human Rights Studies, Jordanie), Mhamed Ali Kebous (Organisation Marocaine des Droits Humains, Maroc), Khaled Al-Taher (Laywer/avocat, Jordanie), Ali Amar (Vice-présidente de l'association Marocaine des Droits Humains, Maroc), Abderrahmane Ben Ameer (Ex. Président des associations des bareaux Maroc, Maroc), Ahmed Arrehmouch (Membre du Bureaux Exécutif de l'EA, Maroc), Georges Assaf (Laywer/avocat, Association des barreaux de Beyrouth, Liban), Omar Azziman (Centre de Defense des Droits de l'Homme, Maroc), Abdelaziz Bennani (Ancien président de la Ligue marocaine des droits de l'Homme, Maroc), Fouad Benouna (Organisation Marocaine des Drotis Humains, Maroc), Driss Benzekri (Comission Equité et Réconciliation, Maroc), Said Bikri (Avocat, Organisation Marocaine des Droits Humains, Maroc),

Mostefa Bouchachi (University of Algerian Human Rights League, Algeria), Mohamed Bouzoubaa (Ministre de la Justice, Maroc), Anna Bozzo (Université de Rome III, Italie), Alya Chammari (Avocate, Mahgreb Egalité, Tunisie), Khémis Chammari (Consultant, Comité pour le Respect des Libertés et des Droits de l'homme Tunisie, Tunisie), Driss Chater (L'Association des Barreaux du Maroc, Maroc), Anna Clausen (personnel du Réseau euro-méditerranéen des droits de l'Homme, Danemark), Birgitta Danielson (Swedish International Development Agency, Suède), Nasser Dutour (Porte Parole, Collectif des familles de Disaparus en Algérie, Algérie), Abu El Kassem Nobi (Egypteian Organisation for Human Rights, Egypte), Hesham El- Bastawisy (Judge/juge, Vice-présidente Constitutional Court, Egypte), Driss El-Yazami (Ligue des Droits de l'Homme, la Fédération Internationale des Droits de l'Homme, France, Maroc), Nour Emam (Laywer/avocat, Jordanie), Mohamed Abou el Fadle (Président de l'association Marocaine des Barreaux, Maroc), Jennifer Geen (Bar Human Rights Committee, Angleterre), Mohamed Haskouri (l'Association Marocaine des Droits Humains, Maroc), Hatimy Abdelatif (Président, L'Association Marocaine pour la Défense de l'Indépendance de la Justice, Maroc), Lotfi Hidouri (Porte Parole, Conseil Nationale pour les Libertés en Tunisie, Tunisie), Abderrahim Jamai (Laywer/avocat, Maroc), Kamel Jendoubi (Président, Réseau euro-méditerranéen des droits de l'Homme, Comité pour le Respect des Libertés et des Droits de l'Homme Tunisie, France/Tunisie), Roland Kessous (Avocat Général près la Cour de Cassation, France), Sian Lewis-Anthony (Human Rights Consultant, Royaume-uni), Stavros Mantakiozidis (Greek Association of Judges, Magistrats Européens pour la Démocratie et les Libertés, Greece), Claudia Marinaro (Chercheuse, Amnesty International, Italie), Mohammed Mouaqit (Professeur, University of Casablanca, Maroc), Ghassan Moukheibir (Laywer/avocat, Adl, Liban), Moustafa Yousry (Ford Foundation, Egypte), Muhamad Mugarby Laywer/avocat, Mirsad, Liban), Rabéa Naciri (Association Démocratiques des Femmes du Maroc, Maroc), Mustapha Naoui (Laywer/avocat, Maroc), Abdelaziz Noudi (Maroc), Maibritt Damgaard- (personnel du Réseau euro-méditerranéen des droits de l'Homme, Danemark), Ahmed Othmani (Président, Penal Reform International, France/Tunisie), Aicha Ait Oumhand (Maroc), Ignazio Juan Patrone (Président, Magistrats Européens pour la Démocratie et les Libertés, Italie), Merwat Rishmawi (Amnesty International, Palestine/U.K.), Hassiba Sahraoui (Juriste, Cour Internationale de Justice, Suisse/Algeria), Marc Schade-Poulsen (Directeur exécutif Réseau euro-méditerranéen des droits de l'Homme, Danemark), Deborah Scolart (Juriste, Docteur en Droit Musulman, Italie), Mohamed Sebbar (Président, Forum Verité et Justice, Maroc), Azzedine Ben Seghir (Maroc), Aziz Jabur Shaial (The Bar Human Rights Committee, Irak), Aziz Shayan (Directeur du Baghdad Center for Human Rights Studies, Irak), Caroline Stainer (Laywer/avocat, Avocat sans Frontières, Belgique), Marie Anne Swartenbroekx (Magistrats Européens pour la Démocratie et les Libertés, Belgique), Yasser Ali Mohamed Zarea (Human Rights Centre for the Assistance of prisoners, Egypte).

Kurdes

Type de réunion: Groupe de travail du REMDH sur les Kurdes

Date et lieu: 23-24 Avril 2004, Bruxelles, Belgique

Participants: Klaus Slavensky (Centre danois des droits de l'Homme), Danemark; Jon Rud (international legal advisor), Norway/Espagne; Nazmi Gür (The Human Rights Association of Turquie, IHD), Turquie; Hussain Shaban (Arab Organisation for Human Rights in the UK), Irak/UK; Reyhan Yalcindag (The Human Rights Association of Turquie, IHD), présent uniquement l'après-midi du 24); et Valerie Mercer Rud (personne ressource), Irlande/Espagne. Marc Schade-Poulsen (Directeur exécutif du REMDH); Marita Roos (Coordinatrice au REMDH), Danemark; et partiellement Sandrine Grenier et Sedef Selampinar (Bureau du REMDH à Bruxelles)

Migrations, réfugiés et demandeurs d'asile

Type de réunion: Première réunion du Groupe de travail du REMDH sur les Migrations, les réfugiés et demandeurs d'asile.

Date et lieu: 21-22 Octobre 2005, Paris, France

Participants: Mohieddine Cherbib & Elsa Manghi (CRLDHT), Samira Trad (Frontiers Centre), Sliman Bouchuiguir (Libyan League for Human Rights), Sihem Bensedrine (Conseil Nationale pour les Libertés en Tunisie), Roula Badran (PHRO), Neji Marzouk (Ligue Tunisienne des droits de l'Homme), Boudjema Redouane

(LADHH), Nadia Hakimi (ATFD), Abdellatif Chahboun (Organisation marocaine des droits humains), Amine Abdelhamid (Association Marocaine des droits humains), Saddik Lahrach (Espace associatif), Nouzha Lamrani (Association démocratique des femmes du Maroc), Kamel Jendoubi (REMDH), Michel Tubiana (REMDH), Christopher Hein (Italian Council for Refugees), Catherine Teule (LDH), Eva Norstroem (SWERA), Borje Sjokvist (SWERA), Anitta Kynsiletho (Tapri Mediterranean Studies Project), Eleftherios Eleftheriou (International Association for Human Rights et Freedom Association), Marie Lavrentiadou (Greek Committee for International Democratic Solidarity), Laurent Giovanni & Anne Isabelle (Cimade), Ali El Baz (Association des Travailleurs Maghrébins en France), Jean-Pierre Cassarino (Euro-Mediterranean Consortium for Applied Research on International Migration), Abdelhamid El Jamri (Expert du Comité de protection des droits de tous les travailleurs), Annabelle Roig (UNHCR), Patrick Delouvin (Anmnesy International section Française), Maria de Donato, Mutapha Belbah, Laura Feliu & Mehdi Mabrouk (chercheurs), Marc Schade Poulsen (REMDH), Habib Belkouch (REMDH), Nadia Sebti (REMDH), Mounia Maaouni (Association des Amis et Famille des Victimes de l'immigration clandestine), Fateh Azzem (Forced Migration Centre)

Palestine

Type de réunion: Groupe de travail du REMDH sur la Palestine **Date et lieu:** 3-5 Février 2004, Vienne, Autriche

Participants: Stefan Lütgenau (Bruno Kreisky Forum), Autriche; Randa Siniora (al-Haq), The West Bank; Hassan Jabareen (Adalah), Israel; Salim Wakeem (Arab Association for Human Rights), Israel; Ghassan Abdallah (Palestinian Human Rights Organisation), Liban; Marc Schade-Poulsen (Directeur exécutif du REMDH), Rachel Greenspahn (B'Tselem), Israel; Orah Maggen (Public Committee Against Torture in Israel), Israel; Moataz El Fegiery (Institut du Caire pour l'étude des droits de l'Homme), Egypte; Per Stadig (Commission internationale des juristes), Suède; Theocharis Papamargaris (Greek Committee for International Democratic Solidarity), Greece; Raji Sourani (Palestinian Centre for Human Rights), Gaza; Marita Roos (REMDH coordinator).

Type de réunion: Réunion avec la Commission des droits de l'Homme du Parlement autrichien, comprenant des représentants de tous les partis politiques

Date et lieu: 2 Juin 2004, Vienne, Autriche

Participants: Hannah Friedman, Hassan Jabareen, Randa Siniora, Stefan Lütgenau (Bruno Kreisky Foundation; Autriche), Marc Schade-Poulsen (Directeur exécutif du REMDH) et Marita Roos (REMDH Coordinator)

Type de réunion: Réunion avec le député européen, Hannes Swoboda, Président du groupe socialiste du Parlement européen

Date et lieu: 2 Juin 2004, Vienne, Autriche

Participants: Hannah Friedman, Hassan Jabareen, Randa Siniora, Stefan Lütgenau (Bruno Kreisky Foundation; Autriche), Marc Schade-Poulsen (Directeur exécutif du REMDH) et Marita Roos (REMDH Coordinator)

Type de réunion: Réunion avec Gerhard Pulfer, Chargé des affaires palestiniennes, Agence autrichienne du développement, et Wolfgang Lapuh Représentant de la section Moyen-orient du Ministère autrichien des affaires étrangères (Ancien Représentant de l'Autriche auprès de l'Autorité palestinienne)

Date et lieu: 2 Juin 2004, Vienne, Autriche

Participants: Hannah Friedman, Hassan Jabareen, Randa Siniora, Stefan Lütgenau (Bruno Kreisky Foundation; Autriche), Marc Schade-Poulsen (Directeur exécutif du REMDH) et Marita Roos (REMDH Coordinator)

Type de réunion: Groupe de travail du REMDH sur la Palestine

Date et lieu: 4-5 Juin 2004, Vienne, Autriche

Participants: Randa Siniora (Al-Haq; the West Bank), Hassan Jabareen (Adalah; Israel), Per Stadig (Commission internationale des juristes; Suède), Marita Roos (coorcinateur au REMDH), Moataz El Fegiery (Institute du Caire pour l'étude des droits de l'Homme; Egypte), Ghassan Abdallah (Palestinian Human Rights Organisation; Liban), Stefan Lütgenau (Bruno Kreisky Foundation; Autriche), Hannah Friedman (Public

Committee Against Torture in Israel; Israel), Mireille Mendez France (Avocats Sans Frontières; France), Eva Norström (Swedish Refugee Aid; Suède), Rachel Greenspahn (B'Tselem; Israel), Charles Shamas et Susan Rockwell (Mattin Group; the West Bank)

Type de réunion: Groupe de travail du REMDH sur la Palestine

Date et lieu: 4 Février 2005, Vienne, Autriche

Participants: Anne Massagee (Al-Haq), the West Bank; Rina Rosenberg et Hassan Jabareen (Adalah), Israel; Marie Hoehn (Arab Association for Human Rights), Israel; Per Stadig (Commission internationale des juristes), Suède; Moataz El Fegeiry (Institute du Caire pour l'étude des droits de l'Homme), Egypte; Ghassan Abdallah (Palestinian Human Rights Organisation), Liban; Stefan Lütgenau (Bruno Kreisky Foundation), Autriche; Pierre Charpentier (Palestinian Centre for Human Rights), Gaza; Hannah Friedman (Public Committee Against Torture in Israel), Israel; Marita Roos (REMDH coordinator), Danemark; Bettina Huber (Novib), Pays-Bas; Netta Amar (Diakonia), the West Bank

Type de réunion: Le Groupe de travail s'est réuni en Autriche. Le groupe a décidé de changer son nom de "Groupe de travail du REMDH sur la Palestine" en "Groupe de travail du REMDH Palestine/Israël et les Palestiniens" (PIP WG)

Date et lieu: 12-13 Novembre 2005, Vienne, Autriche

Participants: Rouba al-Salem et Randa Siniora (Al-Haq), the West Bank; Rina Rosenberg (Adalah), Israel; Nasser Rego (Arab Association for Human Rights), Israel; Sarit Michaeli (B'Tselem), Israel; Per membre individuel du REMDH, avocat, Suède; Ghassan Abdallah (Palestinian Human Rights Organisation), Liban; Stefan Luetgenau (Bruno Kreisky Foundation), Autriche; Louis Frankenthaler (Public Committee Against Torture in Israel), Israel; Eva Norström (Swedish Refugee Aid), Suède; Marita Roos (coordinatrice du REMDH), Danemark; Martin Siepermann (ICCO), Pays-Bas

Type de réunion: Lancement du second Bilan des droits de l'Homme sur l'UE et Israël et présentations aux représentants de l'UE (Parlement européen, Commission et Conseil / Etats membres), aux membres du Parlement britannique, au Ministère britannique des affaires étrangères, ainsi qu'à un certain nombre d'organisations de la société civile dans les deux villes. A Londres, le groupe a également rencontré le Groupe consacré à la Palestine du Parlement britannique, les amis d'Israël du parti travailliste et l'Institut Media Diversity

Date et lieu: 5-9 Décembre, Londres, Royaume-Uni et Bruxelles, Belgique

Participants: Rouba al-Salem (Al-Haq, West Bank), Lior Eliasaf-Gurfinkel (Public Committee Against Torture in Israel, Israel), Orna Kohn (Adalah, Israel), Mohammed Zeidan (Arab Association for Human Rights, Israel), Susan Rockwell (Mattin Group, West Bank) et Marita Roos (REMDH, Danemark)

Internet

Type de réunion: Groupe du REMDH sur internet

Date et lieu: 27 Février 2006, Paris, France

Participants: Colm Regan (80:20 Educating et Acting for a Better World, Irlande), Omar Grech (Mediterranean Academy for Diplomatic Studies, Malte), Munir Daibes (Aman Website, SIGI project, Jordanie), Klaus Slavensky (Danish Institute for Human Rights, Danemark), Lina Qurah (Sisterhood in Global, Jordanie), Aiman Haddad (Traducteur/Arabic Web), Stefan Lütgenau (Bruno Kreisky Foundation, Autriche), Fida Abu Atta (Ittijah, Israel), Marit Floe Jorgensen et Line Gamrath Rasmussen (REMDH)

Femmes

Type de réunion: Réunion organisée par le REMDH sur la promotion des droits de la femme

Date et lieu: 13-14 Juin 2004, Casablanca, Maroc

Participants: Rabéa Naciri (REMDH, Référent politique du Comité exécutif sur les femmes), Rachida Tahiri (ADFM; Maroc), Jan de Vries (Humanist Committee on Human Rights; Pays-Bas), Elena Caselli (Italian Refugee Council; Italie), Bahija Quezini (Fédération Tunisienne pour une citoyenneté des deux rives (FTCR); France/Tunisie), Roselyne Tiset (Ligue des Droits de l'Homme; France), Asier Rodriques et Carmen Pellicer

(ACSUR – Las Segovias; Espagne), Lina al-Qourah (Sisterhood is Global; Jordanie), Leila Hamrouni (Association Tunisienne des femmes démocrates (ATFD); Tunisie) et Marit Floe Jorgensen (REMDH)

Type de réunion: Groupe de travail du REMDH sur l'égalité hommes-femmes

Date et lieu: 28-29 Novembre 2004, Madrid, Espagne

Participants: Rabéa Naciri (REMDH Executive Committee's political referent on women), Rachida Tahiri (ADFM; Maroc), Elena Caselli (Italian Refugee Council; Italie), Bahija Quezini (Fédération Tunisienne pour une citoyenneté des deux rives (FTCR); France/Tunisie), Roselyne Tiset (Ligue des Droits de l'Homme; France), Lina al-Qourah (Sisterhood is Global; Jordanie), Leila Hamrouni (Association Tunisienne des femmes démocrates (ATFD); Tunisie), Rouba Al-Salam (Al-haq; Palestine), Rola Hbeichi (Palestinian Human Rights Organisation; Liban), Moattaz El-Fegiry (Le Caire Intsitute for Himan Rights Studies; Egypte), Saskia Bakker (Humanist Committee for Human Rights; Pays-Bas), Jakob Gamlegaard (Consultant for the Danish MFA to evaluate the REMDH), Trine Mach (Mellemfolkeligt Samvirke; Danemark) et Marit Floe Jorgensen (REMDH)

FORMATION

Type de réunion: Atelier sur la Politique européenne de voisinage et le Plan d'action pour l'Egypte organisé par le REMDH en cooperation avec l'Institut du Caire Institute pour l'étude des droits de l'Homme

Date et lieu: 26-27 Janvier 2006, Le Caire, Egypte

Participants: Bahey El Din Hassan et Moataz El Fegeiry, CIHRS, Kamel Jendoubi, REMDH, Président, Sandrine Grenier, REMDH, Bruxelles coordinator; Emilie Dromzée, assistant de projet, REMDH; Rabea Naciri, ADFM, Comité exécutif du REMDH; Laroussi Abdeljalil, AMDH; Ms Lina Al-Qurah, SIGI; Wafih Ange Al-Asmar, Solida; Rola Badran, PHRO.

Type de réunion: Formation du Secrétariat du REMDH

Date et lieu: 14-15 Octobre 2004, Copenhague, Danemark

Participants: Kamel Jendoubi, Colm Regan, Marc Schade-Poulsen, Marit Floe Jorgensen, Sandrine Grenier, Sannie Nielsen, Line Gamrath Rasmussen, Marita Roos et Elaine Duncan Jessen-Klixbüll

Type de réunion: Réunion de toutes les équipes du basées à Copenhague, Rabat et Bruxelles

Date et lieu: 3-4 Janvier 2006, Copenhague, Danemark

Participants: Sandrine Grenier, Emilie Dromzee, Habib Belkouch, Nadia Sebti, Marc Schade-Poulsen, Marit Floe Jorgensen, Line Gamrath Rasmussen, Nels Lyngsoe, Marita Roos, Ashraf Mikhail, et Maibrith Damgaard Nielsen

AUTRES RÉUNIONS:

Réunions consacrées aux politiques de l'UE et du PEM:

Financement du REMDH

Type de réunion: Rencontre avec des représentants de la Commission européenne

Date et lieu: 15 Janvier et 19 Mars 2004, Bruxelles, Belgique

Participants: Le REMDH était représenté par Kamel Jendoubi, Marc Schade-Poulsen, et Sandrine Grenier

Réunions des ONG des droits de l'Homme et de la prévention des conflits

Type de réunion: Réunion d'une journée avec les ONG « Droits de l'Homme et Prévention des conflits » **Date et lieu:** 22 Janvier 2004, Bruxelles, Belgique

Participant: Le REMDH était représenté par Sandrine Grenier

Type de réunion: Réunion des ONG pour débattre des prochaines élections européennes, de l'Initiative européenne pour la démocratie et les droits de l'Homme et la Politique européenne de voisinage

Date et lieu: 24 Février 2004, Bruxelles, Belgique

Participants: Le REMDH était représenté par Sandrine Grenier

Type de réunion: Une audition publique sur l'aspect des droits de l'Homme dans la Politique européenne de voisinage était organisée par la sous-commission aux droits de l'Homme de la commission des affaires étrangères du Parlement européen

Date et lieu: 27 Janvier 2005, Bruxelles, Belgique

Participants: Le REMDH était représenté par members Rachida Tahri (Association Démocratique des Femmes du Maroc, ADFM) et Driss El Yazami (Ligue des Droits de l'Homme, LDH et Fédération Internationale des Ligues des Droits de l'Homme, FIDH)

Réunions des ONG des droits de l'Homme et de la démocratie

Type de réunion: Réunion du réseau des ONG des droits de l'Homme et de la démocratie (HRDN)

Date et lieu: 21 Avril 2004, Bruxelles, Belgique

Participant: Le REMDH était représenté par Sandrine Grenier

Type de réunion: Réunion du réseau des ONG des droits de l'Homme et de la démocratie (HRDN)

Date et lieu: 28 Juin 2004, Bruxelles, Belgique

Participant: Le REMDH était représenté par Sandrine Grenier

Date et lieu: 3 Novembre 2004, Bruxelles, Belgique

Type de réunion: Réunion du réseau des ONG des droits de l'Homme et de la démocratie (HRDN)

Participant: Le REMDH était représenté par Sandrine Grenier

Type de réunion: Réunion organisée par la direction de l'unité Droits de l'Homme de la Direction générale des relations extérieures de la Commission européenne

Date et lieu: 3 Décembre 2004, Bruxelles, Belgique

Participant: Le REMDH était représenté par Sandrine Grenier

Type de réunion: Réunion annuelle du réseau des ONG des droits de l'Homme et de la démocratie

Date et lieu: 18 Janvier 2005, Bruxelles, Belgique

Participant: Le REMDH était représenté par Sandrine Grenier

Type de réunion: Réunion du réseau des ONG des droits de l'Homme et de la démocratie (HRDN)

Date et lieu: 19 Janvier 2005, Bruxelles, Belgique

Participant: Le REMDH était représenté par Sandrine Grenier

Type de réunion: Réunion du réseau des ONG des droits de l'Homme et de la démocratie (HRDN)

Date et lieu: 1 Mars 2005, Bruxelles, Belgique

Participant: Le REMDH était représenté par Sandrine Grenier

Type de réunion: Réunion du réseau des ONG des droits de l'Homme et de la démocratie (HRDN)

Date et lieu: 6 Juin 2005, Bruxelles, Belgique

Participant: Le REMDH était représenté par Sandrine Grenier

Type de réunion: Réunion du réseau des ONG des droits de l'Homme et de la démocratie (HRDN)

Date et lieu: 16 Juin 2005, Bruxelles, Belgique

Participant: Le REMDH était représenté par Sandrine Grenier

Le partenariat euro-méditerranéen (PEM) et la Politique européenne de voisinage (PEV)

Type de réunion: Réunion avec des représentants de l'unité Droits de l'Homme de la Commission européenne, chargés du Processus de Barcelone et la Représentation danoise auprès de l'Union européenne

Date et lieu: 15 Janvier 2004, Bruxelles, Belgique

Participants: Le REMDH était représenté par Marc Schade Poulsen, Marit Floe Jorgensen et Sandrine Grenier

Type de réunion: En partenariat avec le CIHRS et la FIDH, le a rencontré les représentants du Conseil de l'UE, de la Commission européenne et du gouvernement américain. Il a organisé une conférence de presse sur les perspectives du Sommet UE/Etats-Unis du 26 Juin

Date et lieu: 22- 23 Juin 2004, Bruxelles, Belgique

Participants: Le REMDH était représenté par Kamel Jendoubi (Président du REMDH), Sandrine Grenier (coordinatrice du REMDH à Bruxelles), Bahey El Din Hassan (Directeur du CIHRS), Michel Tubiana (Vice-Président de la FIDH) et Chadi Sidhom (Représentant de la FIDH à Bruxelles)

Type de réunion: Conférence internationale sur la PEV organisée par l'[Association for International Affairs](#) tchèque

Date et lieu: 20-21 Mai 2005, Prague, République tchèque

Participant: Le REMDH était représenté par Sandrine Grenier

Type de réunion: Une audition publique était organisée par la sous-commission aux droits de l'Homme du parlement européen pour le 10^e anniversaire de la Déclaration de Barcelone

Date et lieu: 11 Juillet 2005, Bruxelles, Belgique

Participant: Le REMDH était représenté par Sandrine Grenier

Réunions consacrées aux :

Tunisie

Type de réunion: Des activistes tunisiens des droits de l'Homme ont rencontré des membres de la Commission européenne et du Parlement européen

Date et lieu: 12 Octobre 2004, Bruxelles, Belgique

Participants: La délégation était dirigée par Kamel Jendoubi, Sihem Bensendrine (Conseil Nationale pour les Libertés en Tunisie) et Khelil Zaoiua (Ligue Tunisienne des Droits de l'Homme)

Type de réunion: L'anniversaire et l'Assemblée générale du Conseil National pour les Libertés en Tunisie (CNLT), membre du REMDH

Date et lieu: 10-11 Décembre 2004, Tunis, Tunisie

Participant: Le REMDH était représenté par Camilla Wass

Type de réunion: LeCRLDHT avec le soutien du REMDH et de la FIDH a organisé une conférence au Parlement européen sur les relations entre l'UE et Tunisie, l'évaluation et les perspectives des dix années du Partenariat euro-méditerranéen

Date et lieu: 2-3 Juin 2005, Bruxelles, Belgique

Participant: Le REMDH était représenté par Sandrine Grenier

Type de réunion: Un séminaire sur le thème de 'Justice: état des a eu lieu au sénat français, organisé avec la coopération du REMDH, de la FIDH, d'Avocats sans frontières, de la Belgique, et de l'Union syndicale des magistrats

Date et lieu: 16 Décembre 2005, Paris, France

Participant: Le REMDH était représenté par Kamel Jendoubi

Turquie

Type de réunion: Réunion des ONG turques organisée en coopération avec les membres du REMDH, Human Rights Association (IHD) Reyhan Yalicindag

Date et lieu: 7 Février 2006, Ankara, Turquie

Participants: Le REMDH était représenté par Eva Norstroem et Marc Schade-Poulsen

Maroc

Date et lieu: 14-18 Juillet 2004, Amman, Jordanie

Type de réunion: Rencontre avec les membres du CDF; Nizam Assaf (Director of Amman Centre for Human Rights Studies), Saja al-Majali (HR section of the Jordanian Ministry of Foreign Affairs), Mohammad Daoudia (Minister of Political Development et Parliamentary Affairs), Anna Gallo Alvarez (Délégation de la Commission européenne en Irak), représentants de la Friedrich Ebert Foundation et plusieurs organisations et associations irakiennes des droits de l'Homme en Jordanie

Participants: Le REMDH était représenté par Kamel Jendoubi (REMDH Président) et Khémaies Ksila (Secrétaire général de la Ligue tunisienne des droits de l'Homme, LTDH)

Algerie

Type de réunion: Séminaire organisé par Le Collectif des familles de disparu(e)s en cooperation avec le REMDH sous le titre: "Les disparitions en Algérie: Comment créer une commission nationale Vérité et Justice?"

Date et lieu: 28 Février 2004, Paris, France

Participants: Plus de 50 participants ont pris part à cette réunion, des représentants entre autres de la LADDH, y compris Ali Yahia Abdennour, le CIPA, membre du REDH (Madjid Benchikh et others), la LDH (représentée par Michel Tubiana), la FIDH (Driss El Yazami) et le Directeur exécutif du REMDH Marc Schade-Poulsen

Egypte

Type de réunion: Réunions avec le Ministre égyptien des affaires étrangères, Ahmed Abu El-Gheit, le Secrétaire Général de la Ligue arabe, Amr Moussa, le Secrétaire Général du Conseil national des droits de l'Homme, l'Ambassadeur Mokhless Kotb et le Secrétaire Général des Organisations arabes pour les droits de l'Homme, Mohammed Fayek

Date et lieu: Juin 2005, Le Caire, Egypte

Participants: Le REMDH était représenté par son Président, Kamel Jendoubi, Bahey El Din Hassan (Membre du CE), son Directeur exécutif, Marc Schade-Poulsen et Marit Floe Jorgensen (coordinatrice au REMDH)

Réunions consacrées aux questions thématiques du REMDH:

Droits économiques et sociaux

Type de réunion: Atelier sur les droits économiques et sociaux dans la region méditerranéenne et l'impact de la Zone de libre-échange euro-méditerranéenne

Date et lieu: 24-28 Mars 2004, Florence, Italie

Participant: Le REMDH était représenté par Directeur exécutif du REMDH, Marc Schade-Poulsen

Type de réunion: Première réunion subrégionale sur l'impact du Partenariat euro-méditerranéen sur l'emploi et le droit de travailler

Date et lieu: 28-29 Octobre 2005, Rabat, Maroc

Participants: Le REMDH était représenté par Khemais Chammari (membre individuel), Iain Byrne (Human Rights Centre, Essex), Souhad Triki (Collectif 95 Maghreb Egalité) Nouzha Lamrini (ADFM) et Khelil Abdelmoumene (LADDH)

Type de réunion: Seconde réunion subrégionale sur l'impact du Partenariat euro-méditerranéen sur l'emploi et le droit de travailler

Date et lieu: 11-12 Décembre 2005, Amman, Jordanie

Participants: Le REMDH était représenté par Khemais Chammari (membre individuel), Iain Byrne (Human Rights Centre, Essex), Marc Schade-Poulsen (Directeur exécutif, REMDH), Lina Qurah (SIGI), Nizam Assaf (Amman Center for Human Rights Studies) et Ghassan Abdallah (PHRO, Liban)

Liberté d'expression

Type de réunion: Seminar on freedom of expression organised by the Center for Media Freedom in the Middle East et North Africa (CMF-MENA)

Date et lieu: 23-25 Janvier 2004, Maroc

Participants: Hafez Abu Sa'da (the Egyptian Organisation for Human Rights), Egypte; George Assaf (Human Rights Institute, the Bar Association), Liban; Sihem Ben Sedrine (the Observatory for Freedom of the Press, the Book et Creative Work), Tunisie; Abdelaziz Bennani (l'Organisation Marocaine des Droits Humains), Maroc; Sliman Bouchuiguir (the Libyan League for Human Rights), Libye; Essam Hassan (l'Institut du Caire pour l'étude des droits de l'Homme), Egypte; Slaheddine Jourchi (Tunisian League for the Defense of Human Rights), Tunisie; Aktham Naisse (Committees for the Defense of Democratic Liberties et Human Rights in Syria), Syrie; Said Essoulami (CMF-MENARoyaume-uni).

Education aux droits de l'Homme

Type de réunion: Education aux droits de l'Homme à l'Université d'été de la Mediterranean Academy of Diplomatic Studies

Date et lieu: Juillet 7-15 2004, Malte

Participants: Colm Regan (80:20 Educating et Acting for a Better World; Irlande), Omar Grech (Academy of Diplomatic Studies; Malte) et Marit Floe Jorgensen (REMDH)

Type de réunion: Le Groupe de travail du REMDH sur l'éducation aux droits de l'Homme

Date et lieu: 11-14 Mars 2004, Dublin et Belfast, Irlande

Participants: Colm Regan (à Dublin) et John Johnston (à Belfast) (tous deux de 80:20 Educating et Acting for a Better World), Irlande; Marian Fadel (Institut du Caire pour l'étude des droits de l'Homme), Egypte; Ruth Farrugia (Malte University, Faculty of Law, Mediterranean Master in Human Rights and Democratisation), Malte, Ida Pampiani (Italian Helsinki Committee), Italie; Lina Osseiran Beydoun (FHHRL), Liban; Dalal Yassine (Palestinian Human Rights Organisation) Liban; Omar Grech (Academy of Diplomatic Studies), Malte; Antonia Papadopoulou (Greek Helsinki Monitor), Grèce; Monim El Gak (Institut du Caire pour l'étude des droits de l'Homme), Soudan; Theresia Pedersen (Danish Institute for Human Rights), Danemark, et Marit Floe Jorgensen (REMDH)

Réseau arabe des droits de l'Homme

Type de réunion: Atelier de développement des compétences organisé par le Réseau balkanique des droits de l'Homme, l'Institut du Caire pour l'étude des droits de l'Homme for Human Rights studies et le REMDH

Date et lieu: 6-7 Nov 2004, Sarajevo, Bosnie

Participants: Kamel Jendoubi (Président, REMDH), Bahey El Din Hassan (Membre du CE, REMDH), Theocharis Papamargaris (Trésorier, REMDH), Chaouqi Benyoub (Moroccan Human Rights Organisation), Karim Fateh (Iraqi Human Rights Organisation), Negad El Borai (membre individuel) et Marc Schade-Poulsen (rapporteur)

Type de réunion: Atelier de développement des compétences organisé par le Réseau balkanique des droits de l'Homme, l'Institut du Caire pour l'étude des droits de l'Homme for Human Rights studies et le REMDH
Date et lieu: 15-17 Janvier 2005, Le Caire, Egypte

Participants: Marc Schade Poulsen (REMDH), Theocharis Papamargaris (REMDH), Kamel Jendoubi (REMDH), Driss El Yazami (LDH), Bahey El Din Hassan (CIHRS), Khemais (LTDH), Karim Hafidh (The Iraqi Human Rights Society in Danemark), Albert Musliu (Association for Democratic Initiatives), Ranko Helebrant (Croatian Helsinki Committee), Sasa Madacki (Human Rights Centre University of Sarajevo), Snjezana Ivandic

(Secretariat of the BHRN), Aida Vezic (Secretariat of the BHRN), Helene Bach (Danish MFA Danida), Issam Hassan (CIHRS), MAgdi Elna'im (CIHRS), Moataz Elfegeri (CIHRS), Abd Elmon'im Elgak (CIHRS), Hafez Abou Sea'daa (Egypteian Organisation for Human Rights), Kamal Abbas (Center of Syndicates Services), Mohammed Elsaied Sa'id (Academic consultant for CIHRS), Amal Abd Elhade (New Woman Center)

Migrations et réfugiés

Type de réunion: Réunion avec le HCR

Date et lieu: 9 Janvier 2004, Bruxelles, Belgique

Participant: Le REMDH était représenté par Sandrine Grenier

Type de réunion: Réunion du Groupe de contact sur l'UE, le droit d'asile et les politiques d'immigration au parlement européen

Date et lieu: 9 Novembre 2004, Bruxelles, Belgique

Participant: Le REMDH était représenté par Sandrine Grenier

Type de réunion: Conference sur les migrations organisée par l'AC SUR-Las Segovias

Date et lieu: 26-27 Novembre 2004, Madrid, Espagne

Participant: Le REMDH était représenté par Rachida Tahri (Association Démocratique des Femmes du Maroc)

Type de réunion: Réunion avec le HCR

Date et lieu: 24 Février 2005, Genève, Suisse

Participant: Le REMDH était représenté par Kamel Jendoubi

Les femmes

Type de réunion: A seminar on 'Personal Status Codes in the Arab World: Mobilisation of the women's movement et lessons learned', organised by The Association Democratique des femmes du Maroc (ADFM)

Date et lieu: 11-13 Juin 2004, Casablanca, Maroc

Participants: Rabéa Naciri (REMDH, Maroc), Leila Hamrouni (l'Association Démocrates des Femmes de Maroc, Maroc), Rachida Tahiri (l'Association Démocrates des Femmes de Maroc, Maroc), Lina Qourah (Sisterhood in Global, Jordanie), Bahija Ouezini (Fédération Tunisienne pour une citoyenneté des deux rivies, France/Tunisie), Asier Rodriques & Carmen Pellicer (AC SUR, Espagne), Elena Casselli (Italian Refugee Council, Italie), Roselyn Tiset (Ligue des Droits de l'Homme, France), Jan de Vries (Humanist Committee on Human Rights, Pays-Bas) et Marit Floe Jorgensen (REMDH, Danemark)

Type de réunion: Groupe de travail sur l'égalité hommes-femmes

Date et lieu: 28-29 Novembre 2004, Madrid, Espagne

Participants: Rabéa Naciri (REMDH, Maroc), Leila Hamrouni (l'Association Démocrates des Femmes de Maroc, Maroc), Rachida Tahiri (l'Association Démocrates des Femmes de Maroc, Maroc), Lina Qourah (Sisterhood in Global, Jordanie), Bahija Ouezini (Fédération Tunisienne pour une citoyenneté des deux rivies, France/Tunisie), Carmen Pellicer (AC SUR, Espagne), Elena Casselli (Italian Refugee Council, Italie), Roselyn Tiset (Ligue des Droits de l'Homme, France), Saskia Bakker, Pays-Bas), Rola Hbeichi (PHRO, Liban), Moataz El-Fegiry (CIHRS, Egypte), Jakob Gammelgaard (Consultant, Danemark), Trine Mach (Observatrice, Danemark) et Marit Floe Jorgensen (REMDH, Danemark)

Réunions consacrées à la création et au développement de partenariats:

Irak

Type de réunion: Réunion organisée par la Mission d'assistance des Nations-unies pour l'Irak et le Haut-commissariat aux Réfugiés

Date et lieu: 13-14 Décembre 2004, Genève, Suisse

Participant: Le REMDH était représenté par Kamel Jendoubi

Lignes directrices de l'UE sur les défenseurs des droits de l'Homme

Type de réunion: Le 6^e forum annuel de discussion de l'UE sur les droits de l'Homme portant sur les lignes directrices de l'UE sur les défenseurs des droits de l'Homme

Date et lieu: 9-10 Décembre, La Haye, Pays-Bas

Participant: Le REMDH était représenté par Marc Schade Poulsen

Type de réunion: Forum annuel de discussion de l'UE sur les droits de l'Homme sous la Présidence britannique

Date et lieu: 8-9 Décembre 2005, Londres, Royaume-uni

Participant: Le REMDH était représenté par Marit Floe Jorgensen

Espagne

Type de réunion: Sommet sur « la démocratie, le terrorisme et la sécurité » organisé par le [Club Madrid](#)

Date et lieu: 8-11 Mars 2005, Madrid, Espagne

Participant: Le REMDH était représenté par Khémaïs Chamhari

Réseau des ONG danoises

Type de réunion: Le REMDH a coordonné l'organisation d'une rencontre-débat du Réseau danois des ONG, auquel ont assisté des représentants du Ministère danois des affaires étrangères, de la société civile danoise et des journalistes travaillant sur l'Initiative danoise élargie sur le Moyen-orient

Date et lieu: 15 Décembre 2004, Copenhague, Danemark

Participant: Le REMDH était représenté par [Camilla Wass](#)

Type de réunion: Rencontre avec le membre associé du REMDH, Human Rights Watch, des fondations réputées et des organisations des droits de l'Homme

Date et lieu: 15-18 Novembre 2004, New York et Washington, Etats-unis

Participants: Le REMDH était représenté par son Directeur exécutif, Marc Schade-Poulsen, et Marit Floe Jorgensen, coordinatrice

Algérie

Date et lieu: 5-8 Novembre, Paris, France

Type de réunion: Un tribunal pour les violations des droits de l'Homme en Algérie; 32^e session du Tribunal permanent des peuples organisé par Le Comité Justice pour l'Algérie avec le soutien de nombreuses organisations des droits de l'Homme nationales et internationales.

Participants: Le REMDH était représenté par Kamel Jendoubi (Président), Marc Schade-Poulsen (Directeur exécutif) et le CIPA (Comité pour la Paix en Algérie)

Forum civil arabe

Type de réunion: Forum intitulé: "Is the Arab World Moving towards Democratic Reform et Enhancement of Human Rights?", organisé par l'Institut du Caire pour l'étude des droits de l'Homme (CIHRS) en coopération avec l'Association for Defending Rights et Freedoms (ADL), the Palestinian Human Rights Organisation, le REMDH, la Fédération internationale des droits de l'Homme (FIDH) et la Commission européenne.

Date et lieu: 19-22 Mars 2004, Beyrouth, Liban

Participant: Le REMDH était représenté par son trésorier Theocharis Papamargaris (Greek Committee for International Democratic Solidarity)

Type de réunion: Forum de discussion de l'UE sur les droits de l'Homme sous la présidence britannique

Date et lieu: 9 Décembre 2005, Londres, Royaume-uni
Participant: Le REMDH était représenté par Marit Floe Jorgensen

Forum G8

Type de réunion: Réunion des Ong organisé par l'Institut du Caire pour l'étude des droits de l'Homme, le REMDH, la FIDH, et l'Organisation marocaine des droits de l'Homme (OMDH)
Date et lieu: 8-9 Décembre 2004, Maroc
Participant: Le REMDH était représenté par Kamel Jendoubi

Dialogue arabo-européen

Type de réunion: Séminaire de formation d'information pour les jeunes diplomates de la Region euro-méditerranéenne, organisé par the Academy of Diplomatic Studies, University of Malte
Date et lieu: 20-25 Avril 2004, Malte
Participant: Le REMDH était représenté par Marit Floe Jorgensen

Type de réunion: Séminaire organisé par the Heinrich Boell Foundation sur le thème 'Beyond Irak – a Trialogue on Modernisation, Democracy et Security in the Greater Middle East'
Date et lieu: 25-26 Mai 2004, Berlin, Germany
Participant: Le REMDH était représenté par Marit Floe Jorgensen

Type de réunion: Dialogue arabo-européen de droit humanitaire organisé par the [Arab Program for Human Rights Activists](#)
Date et lieu: 4-5 Mars 2005, Amman, Jordanie
Participant: Le REMDH était représenté par son trésorier Theocharis Papamargaris

Egypte

Type de réunion: Atelier organisé par le think tank [FRIDE](#)
Date et lieu: 14-16 Janvier 2005, Madrid, Espagne
Participant: Le REMDH était représenté par Marc Schade Poulsen

Plate-forme Euro-Med

Type de réunion: Groupe de suivi de la Plate-forme
Date et lieu: 5-6 Mars 2004, Paris, France
Participant: Le REMDH était représenté par Line G. Rasmussen

Type de réunion: Rencontre avec la Commission européenne
Date et lieu: 18 Mai 2004, Bruxelles, Belgique
Participant: Le REMDH était représenté par Kamel Jendoubi (REMDH, Président), Marc Schade-Poulsen (Directeur exécutif du REMDH), et Mourad Allal (coordinateur de la Plate-forme)

Type de réunion: Groupe de suivi de la Plate-forme
Date et lieu: 28-29 Mai 2004, Paris, France
Participants: Le REMDH était représenté par Line G. Rasmussen et Marc Schade Poulsen

Type de réunion: 1^{ère} réunion élargie de la Plate-forme
Date et lieu: 25-26 Juin 2004, Limasol, Chypre
Participant: Le REMDH était représenté par Line G. Rasmussen

Type de réunion: Euro-Med Forum Civil

Date et lieu: 1-3 Mars 2005, Luxembourg, Chypre

Participant: Le REMDH était représenté par Kamel Jendoubi, Marc Schade- Poulsen, Line G. Rasmussen, Maibritt Nielsen, Camilla Wass

Type de réunion: Séminaire régional de la Plate-forme non gouvernemental Euromed

Date et lieu: 29-30 Septembre 2005, Malaga, Espagne

Participant: Le REMDH était représenté par Michel Tubiana

Type de réunion: Le 3^e forum Euromed des syndicats

Date et lieu: 5-7 Novembre 2005, Barcelone, Espagne

Participant: Le REMDH était représenté par Line G. Rasmussen

Réunions consacrées au dialogue avec les gouvernements:

Type de réunion: Réunion avec le Bureau Afrique du Nord du Ministère français des affaires étrangères

Date et lieu: 4-6 Février 2005, Londres, Royaume-uni

Participants: Le REMDH était représenté par Président Kamel Jendoubi et Khémais Ksila

Type de réunion: Réunion avec le Ministère britannique des affaires étrangères à Londres

Date et lieu: 4-6 Février 2005, Londres, Royaume-uni

Participants: Le REMDH était représenté par Président Kamel Jendoubi et Bahey El Din Hassan (CIHRS)

Type de réunion: Réunion avec le ministère allemand des affaires étrangères: Gabriele Boner, Coordinatrice du Processus de Barcelone, et Jochen Möller, administrateur au Bureau Afrique du Nord

Date et lieu: 25 Novembre 2004, Berlin, Germany

Participants: Le REMDH était représenté par Président Kamel Jendoubi et Directeur exécutif Marc Schade- Poulsen

La Fondation euro-méditerranéenne des droits de l'Homme (FEMDH):

Type de réunion: Lancement de la Fondation euro-méditerranéenne de soutien aux défenseurs des droits de l'Homme à l'occasion du 6^e forum annuel de discussion de l'UE sur les droits de l'Homme portant sur la mise en œuvre des lignes directrices de l'UE sur les défenseurs des droits de l'Homme, organisé par la présidence hollandaise

Date et lieu: 9 Décembre 2004, La Haye, Pays-Bas

Participants: Conseil d'administration de la FEMDH

Type de réunion: Premier Conseil d'administration de la Fondation euro-méditerranéenne des droits de l'Homme

Date et lieu: 6-7 Février 2005, Londres, Royaume-uni

Participants: Conseil d'administration de la FEMDH

Type de réunion: Conseil d'administration de la Fondation euro-méditerranéenne des droits de l'Homme

Date et lieu: 13-14 Juin 2005, Le Caire, Egypte

Participants: Conseil d'administration de la FEMDH

Type de réunion: Conseil d'administration de la Fondation euro-méditerranéenne des droits de l'Homme

Date et lieu: 5-6 Janvier 2006, Paris, France

Participants: Conseil d'administration de la FEMDH

Annexe 3 :

Les nouveaux membres :



7^{EME} ASSEMBLÉE GÉNÉRALE, MADRID, 12-14 MAI 2006 PRÉSENTATION DES NOUVEAUX MEMBRES

(max 2 pages)

Date 16/032006

NOM du nouveau membre ACSUR-Las Segovias (Asociación para la Cooperación con el Sur)

Catégorie d'adhésion au REMDH : Individuel Régulier Associé

Contact en relation avec le REMDH : José Moisés Martín Carretero

Lieu de résidence : Madrid

Né(e) (individu)/ Fondée (organisation) en (année) : 1986

Statut légal de l'organisation association

Nombre d'adhérents 875

Nombre d'employés de l'organisation 49

Membres du Conseil d'administration de l'organisation 25

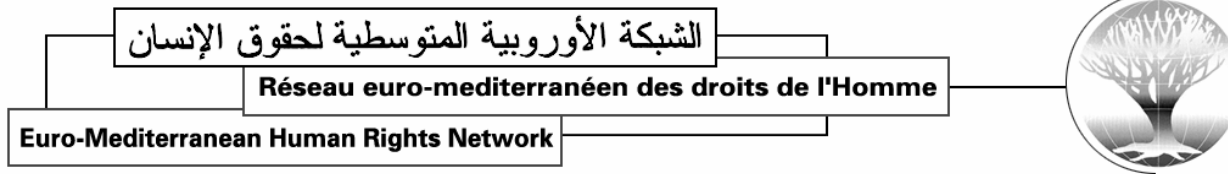
Principaux objectifs dans le domaine des droits de l'homme

- Développer des actions de solidarité et des projets de coopération, afin d'améliorer le niveau de vie de la population et réaliser des projets sociaux, économiques, politiques et juridiques choisis librement par le peuple.
- Oeuvrer à la promotion et à la défense des droits de l'homme et des droits économiques et culturels.
- Développer la prise de conscience de l'opinion publique à travers des actions, projets et programmes de développement éducatifs avec une approche basée sur les droits.
- Accorder une importance particulière à la pression politique pour tenter de canaliser les demandes les plus pressantes des peuples du Sud et dénoncer l'ordre international injuste qui entrave le développement et la mise en oeuvre des droits de l'homme.

Principales activités dans le domaine des droits de l'homme

Forum civil Barcelone + 10 ; Programme méditerranéen sur les femmes (www.mediterraneas.org) ; Projet sur les droits économiques, sociaux et culturels des migrants ; 86 projets de développement sur le terrain ; diverses activités de développement de l'éducation et actions de lobby sur la Palestine et la situation au Sahara occidental.

Cette présentation est rédigée par David Ortiz



7^{EME} ASSEMBLÉE GÉNÉRALE, MADRID, 12-14 MAI 2006

PRÉSENTATION DES NOUVEAUX MEMBRES

(max 2 pages)

Date 20/03/2006

NOM du nouveau membre Le centre Al Mezan des droits de l'homme

Catégorie d'adhésion au REMDH : Individuel Régulier Associé

Contact en relation avec le REMDH :

Issam Younés: le directeur général

Lieu de résidence : Gaza en Palestine

Né(e) (individu)/ **Fondée** (organisation) **en (année) :** 1999

Statut légal de l'organisation Société à but non lucratif

Nombre d'adhérents Le centre n'a pas d'adhérents

Nombre d'employés de l'organisation 26

Membres du Conseil d'administration de l'organisation

- Dr. Kamel Acharafi, ex-ministre de la santé et ex-député
- Nafedh Al Madhoun, avocat
- Mazen Chkoura, militant dans les droits de l'homme
- Mohammed Dahmen, directeur du centre de démocratie et des droits des travailleurs

Principaux objectifs dans le domaine des droits de l'homme

- Premièrement: Consolider l'ensemble des efforts qui tendent à l'application des règles du droit international en ce qui concerne les territoires palestiniens et permettre au peuple palestinien d'exercer ses droits légitimes, notamment son droit à l'autodétermination et à la constitution d'un Etat.

- Deuxièmement: La protection, le respect et la consolidation des critères des droits de l'homme admis sur le plan international et notamment les droits économiques et sociaux. Oeuvrer également à adopter des lois palestiniennes qui soient compatibles avec ces critères.
- Troisièmement: Renforcer l'édifice démocratique et le partage des pouvoirs, consolider le principe de la souveraineté du droit et encourager la transparence et la responsabilité. Renforcer les efforts et l'activité de la société civile dans la palestinienne.

Principales activités dans le domaine des droits de l'homme

- 1- La surveillance et l'authentification des droits de l'homme
- 2- La prise de conscience des droits de l'homme et la construction des compétences
- 3- L'offre d'aide juridique aux victimes des violations des droits de l'homme et leur représentation devant les juridictions.
- 4- La révision juridique des projets des lois qui sont adoptés en Palestine.
- 5- La préparation des recherches et des rapports analytiques des réalités économiques, sociales et culturelles des droits de l'homme.

Cette présentation est rédigée par Ghada Senounou: assistante administrative



7^{EME} ASSEMBLÉE GÉNÉRALE, MADRID, 12-14 MAI 2006 PRÉSENTATION DES NOUVEAUX MEMBRES

(max 2 pages)

Date 17/032006

NOM du nouveau membre Amman Center for Human Rights Studies

Catégorie d'adhésion au REMDH : Individuel Régulier Associé

Contact en relation avec le REMDH : Anbara Abu Aiash

Lieu de résidence : Jordanie

Né(e) (individu)/ Fondée (organisation) en (année) : 1999

Statut légal de l'organisation Centre d'études indépendant

Nombre d'adhérents 159

Nombre d'employés de l'organisation 9

Membres du Conseil d'administration de l'organisation

- 1.Dr. Nizam Assaf
- 2-Dr.Mohamad Al-Tarawneh
- 3-Dr.Iman Al-Husein
- 4-Dr.Ibrahim Hijazen
- 5- Anbara Abu Aiash
- 6-Jamal Al-Khateb
- 7-Obaeda Faris
- 8-Attorney Zahaa Al-Majali
- 9-Attorney Manhal Al-Saedeh

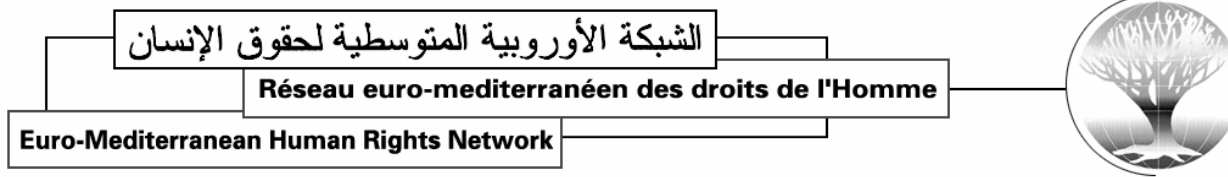
Principaux objectifs dans le domaine des droits de l'homme

- 1. Offrir une base statistique et informative scientifiquement fondée sur les déclarations, conventions et pactes locaux, régionaux et internationaux relatifs aux droits de l'homme
- 2. Offrir une plateforme démocratique pour le dialogue, la coordination et la mise en commun des efforts des organisations droits de l'homme gouvernementales et non-gouvernementales
- 3. Disséminer la culture des droits de l'homme et diffuser sa connaissance auprès de tous ceux qui sont intéressés au sein des différentes institutions de la société civile et gouvernementales.

- 4. Aider les organisations gouvernementales et non gouvernementales à superviser, documenter et suivre la situation des droits de l'homme et renforcer et améliorer les droits de l'homme à la fois au niveau législatif et en pratique.
- 5. Porter une attention particulière aux droits de l'homme des secteurs fragiles de la société, comme les enfants, les personnes âgées, et les personnes avec des besoins particuliers.
- 6. Participer à la construction d'un Etat gouverné par la loi, les institutions et une société démocratique humanitaire.
- 7. Participer au processus d'examen de la législation locale, des lois et instructions et faire des propositions scientifiques pour les adapter aux normes internationales des droits de l'homme.
- 8. Contribuer à renforcer les droits humanitaires des femmes afin de leur permettre de participer effectivement à la vie publique et au processus de décision.
- 9. Soutenir les activistes des droits de l'homme, en particulier ceux qui ont participé à des sessions spécialisées et internationales sur les droits de l'homme.
- 10. Former les personnes concernées aux différentes questions relatives aux droits de l'homme, avec une attention spéciale à la formation des formateurs.

Principales activités dans le domaine des droits de l'homme

Cette présentation est rédigée par amal Al Khateb, Directeur exécutif



7^{EME} ASSEMBLÉE GÉNÉRALE, MADRID, 12-14 MAI 2006

PRÉSENTATION DES NOUVEAUX MEMBRES

(max 2 pages)

Date 21/03/2006

NOM du nouveau membre Association Marocaine des Droits Humains AMDH

Catégorie d'adhésion au REMDH : Individuel Régulier Associé

Contact en relation avec le REMDH :

Abdelhamid Amine - président de l'AMDH

Abdeljalil LAROUCI - chargé du suivi du dossier REMEDH

Lieu de résidence : Rabat - Maroc

Né(e) (individu)/ **Fondée** (organisation) **en (année) :** 1979

Statut légal de l'organisation ONG à but non lucratif reconnue d'utilité publique

Nombre d'adhérents 6000

Nombre d'employés de l'organisation 4

Membres du Conseil d'administration de l'organisation 60

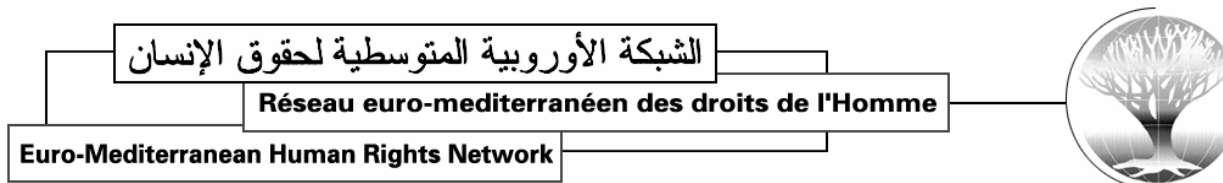
Principaux objectifs dans le domaine des droits de l'homme

- préserver la dignité humaine, et faire respecter tous les droits humains dans leur universalité et leur globalité
- oeuvrer pour la ratification par le Maroc de tous les pactes internationaux relatifs aux droits humains et pour l'harmonisation de la législation marocaine avec les dits pactes
- défendre, protéger et promouvoir les droits humains
- dénoncer et condamner toute violation des droits humains
- apporter la solidarité, le soutien et l'appui aux victimes des violations de droits humains

Principales activités dans le domaine des droits de l'homme

- Les violations des droits humains : L'AMDH procède au suivi des violations des droits humains, aux prises de positions et mesures pour rendre justice aux victimes
- Activités de rayonnement : Elle s'adressent au grand public et visent à élargir et approfondir la prise de conscience dans le domaine des droits humains.
- Formation aux droits humains : Elle concerne principalement les membres de l'AMDH mais elle est largement ouverte aux associations des droits humains, aux organisations féminines, aux syndicats et aux établissements scolaires
- Education aux droits humains: dans ce domaine l'AMDH organise des colonies de vacances pour jeunes, des universités au profit de lycéen(ne)s et des enseignant(e)s, des sessions de formation des femmes vivant dans des situation de précarité,....
- Publication et information: L'AMDH publie un journal mensuel en arabe spécialisé en matière de droits humains (ATTADAMOUN= Solidarité) avec quelques pages en français, ainsi qu'un rapport annuel et des rapports généraux ou spécifiques sur les droits humains au Maroc; elle publie également des livres et brochures relatant notamment les cycles de formation qu'elle organise. Elle fait paraître des bulletins internes faisant état des débats à l'intérieur de l'association.

Cette présentation est rédigée par Khadija Ryadi(membre du Bureau Central de l'AMDH)



7^{EME} ASSEMBLÉE GÉNÉRALE, MADRID, 12-14 MAI 2006

PRÉSENTATION DES NOUVEAUX MEMBRES

(max 2 pages)

Date 13/042006

NOM du nouveau membre Association Tunisienne des Femmes Démocrates (ATFD)

Catégorie d'adhésion au REMDH : Individuel Régulier Associé

Contact en relation avec le REMDH : Khédija Chérif

Lieu de résidence : 67, Avenue de la Liberté 1002 Tunis Tunisie

Né(e) (individu)/ **Fondée** (organisation) en (année) : 6 août 1989

Statut légal de l'organisation Association à but non lucratif

Nombre d'adhérents 125

Nombre d'employés de l'organisation 05

Membres du Conseil d'administration de l'organisation 09

Principaux objectifs dans le domaine des droits de l'homme

- Conformément aux textes et déclarations des droits humains, aux conventions internationales et plus particulièrement à la convention contre toutes les formes de discriminations à l'égard des femmes (Copenhague), L'ATFD oeuvre pour
- l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'encontre des femmes,
- la défense des droits acquis et l'évolution des législations tunisiennes en vue d'une égalité effective entre les sexes,
- la transformation des mentalités patriarcales,
- la prise en charge par les femmes de leurs problèmes et la lutte solidaire en vue de solutions non discriminatoires,
- la participation des femmes à la vie civile et politique,
- la reconnaissance sans restriction de leur pleine citoyenneté,
- la lutte contre toutes les formes de violences à l'égard des femmes.

- Sur la base de principes inaliénables:
- les droits des femmes sont une partie intégrante des droits de la personne humaine
- les droits des femmes s'inscrivent dans la lutte contre toutes les formes de discrimination de race, de sexe et de croyance,
- les droits des femmes s'inscrivent dans la lutte pour une démocratie réelle tant au niveau de la sphère publique que de la sphère privée

Principales activités dans le domaine des droits de l'homme

Pour les droits humains des femmes:

L'ATFD fait avancer la réflexion dans différents domaines (juridique, éducation, violences, vie publique) et ce par l'organisation de séminaires, des ateliers de formation, des campagnes de sensibilisation, par la prise de position pour la défense des droits des femmes et pour les libertés (déclarations, pétitions, communiqués), par l'accompagnement des femmes et par la publication (livres, brochures, bulletins internes, affiches, dépliants, cartes postales).

Depuis l'an 2000 l'ATFD est en campagne pour l'égalité dans l'héritage.

Depuis l'an 2000 l'ATFD est en campagne de sensibilisation contre le harcèlement sexuel au travail dans l'enseignement.

Depuis 2005 l'ATFD est en campagne avec LTDH et FIDH pour la levée des réserves sur la CEDAW.

Cette présentation est rédigée par ATFD



7^{EME} ASSEMBLÉE GÉNÉRALE, MADRID, 12-14 MAI 2006 PRÉSENTATION DES NOUVEAUX MEMBRES

(max 2 pages)

Date 24/03/2006

NOM du nouveau membre Collectif des familles de disparu(e)s en Algérie

Catégorie d'adhésion au REMDH : Individuel Régulier Associé

Contact en relation avec le REMDH : Nassera Dutour

Lieu de résidence : Paris

Né(e) (individu)/ **Fondée** (organisation) en (année) : 1998

Statut légal de l'organisation Association française de loi 1901

Nombre d'adhérents 70

Nombre d'employés de l'organisation 7

Membres du Conseil d'administration de l'organisation

Fatima Yous, présidente

Joëlle Brunerie-Kauffman, vice-présidente

François della Sudda, Secrétaire général

Nadia AMIRI, Vice-présidente

Karima Hamache

Khadija Bechiri

Fatima Guerrab

Nassera Dutour, porte-parole

Aïcha Berroua

Zahia Bouaffas

Adel Rachedi

Khammar El Yazami

Serge Jakobowicz

Gérard Dutour

Farouk Belkeddar

Principaux objectifs dans le domaine des droits de l'homme

- Protection et Promotion des droits des victimes de disparitions forcées en Algérie
- Promotion des droits des victimes de disparitions forcées au niveau régional (région Maghreb/Moyen-Orient) et international
- Etablissement d'une commission Vérité et Justice en Algérie

Principales activités dans le domaine des droits de l'homme

Recueil de témoignages des victimes de disparitions forcées en Algérie

Constitution de dossiers de disparitions forcées

Suivi juridique des dossiers

Communications au Comité des droits de l'Homme de l'ONU

Dépôt des plaintes au Groupe de travail sur les disparitions forcées ou involontaires des Nations Unies

Dépôt de communication au Groupe de travail sur les détentions arbitraires de l'ONU

Constitution d'une base de données sur les disparitions forcées en Algérie

Actions de lobbying au niveau national et international

Cette présentation est rédigée par Nassera Dutour



7^{EME} ASSEMBLÉE GÉNÉRALE, MADRID, 12-14 MAI 2006

PRÉSENTATION DES NOUVEAUX MEMBRES

(max 2 pages)

Date 22/03/2006

NOM du nouveau membre Federacion de Asociaciones de Defensa y Promocion de los Derechos humanos-Espagne

Catégorie d'adhésion au REMDH : Individuel Régulier Associé

Contact en relation avec le REMDH : Luisa Sirvent

Lieu de résidence : Espagne

Né(e) (individu)/ **Fondée** (organisation) en (année) : 1989

Statut légal de l'organisation Association

Nombre d'adhérents 12

Nombre d'employés de l'organisation 2

Membres du Conseil d'administration de l'organisation 4

Principaux objectifs dans le domaine des droits de l'homme

- Promouvoir différents types d'éducation aux droits de l'homme
- Lobby institutionnel pour la défense des droits de l'homme
- Unir les efforts des membres dans leur travail pour les droits de l'homme
- Défense et promotion des droits de l'homme, tels qu'ils sont reconnus par la Déclaration des Nations Unies de 1948 et dans d'autres instruments du droit international

Principales activités dans le domaine des droits de l'homme

Participation annuelle à la Commission des droits de l'homme des Nations Unies.
 Dénonciation des abus des droits de l'homme en Palestine et en Colombie.
 Participation à des réseaux nationaux, européens et internationaux.
 Soutien dans des cas individuels de violation des droits de l'homme

Cette présentation est rédigée par Monica Grunfeld (secrétaire)



7^{EME} ASSEMBLÉE GÉNÉRALE, MADRID, 12-14 MAI 2006

PRÉSENTATION DES NOUVEAUX MEMBRES

(max 2 pages)

Date 22/03/2006

NOM du nouveau membre Humanist Committee on Human Rights

Catégorie d'adhésion au REMDH : Individuel Régulier Associé

Contact en relation avec le REMDH : Marike Radstaake

Lieu de résidence : Utrecht, Pays Bas

Né(e) (individu)/ Fondée (organisation) en (année) : 1981

Statut légal de l'organisation Fondation

Nombre d'adhérents aucun

Nombre d'employés de l'organisation 14

Membres du Conseil d'administration de l'organisation

Rob Buitengeweg – président, professeur associé de droits de l'homme, University for Humanistics, Utrecht ; Gemma Crijns – vice-président, directeur exécutif de EIBE / Institute for Responsible Business à l'Université Nyenrode Business ; Els Boerhof – trésorier, directeur de FMO' Micro and Small Enterprise Fund (MASSIF) ; Els Berman, membre du Conseil de Humanitas ; Frans Huijnen, haut conseiller, Ministère danois de la Santé, du Bien-être et du Sport et ancien président d'Amnesty International section néerlandaise ; Jitta Miedema, juge ; Marc Moquette, haut conseiller, Ministère danois des Affaires étrangères.

Principaux objectifs dans le domaine des droits de l'homme

- Le Humanist Committee on Human Rights (HOM) est une organisation non gouvernementale basée aux Pays Bas, qui est engagée dans la mise en oeuvre des droits de l'homme à travers le monde. HOM fait siens les concepts d'universalité, indivisibilité et interdépendance des droits de l'homme. Le respect d'un ensemble de droits est souvent une condition pour la réalisation des autres. Les droits civils et politiques permettent aux peuples de lutter pour la jouissance de leurs droits sociaux, économiques et culturels. L'inverse est également vrai : les peuples ne peuvent jouir entièrement de leurs libertés si leurs conditions socio-économiques limitent leurs possibilités d'auto-développement.
- HOM est convaincu que l'évolution vers un monde plus juste ne sera possible que si elle orientée vers le renforcement des capacités des peuples et l'amélioration de leur situation en matière de droits de

l'homme. Le respect des droits de l'homme est une précondition pour la dignité humaine, et vice versa. Une approche fondée sur les droits de l'homme implique de considérer les droits de l'homme comme point de départ du développement de politiques et pratiques. A cet effet, la théorie des droits de l'homme doit être traduite sur le plan opérationnel. De même, afin de renforcer les effets positifs des politiques et pratiques, il est nécessaire de développer des instruments permettant de mesurer les effets et l'impact de ces politiques et pratiques sur le respect des droits des peuples. HOM vise à contribuer à ce processus, en travaillant sur de tels instruments ainsi que par le renforcement des capacités.

- HOM a une approche humaniste. La dignité humaine, la liberté et l'égalité sont au coeur de l'humanisme et guident les activités de l'organisation. HOM est engagé dans la mise en oeuvre des droits de l'homme et dans la mise en pratique des normes relatives aux droits de l'homme.
- HOM est engagé dans le renforcement de la mise en oeuvre des droits de l'homme à travers le développement et la promotion d'instruments qui maximalisent les effets et l'impact des politiques et pratiques dans le cadre d'une situation particulière des droits de l'homme. Ces instruments aideront différents acteurs, y compris les organisations non gouvernementales, les institutions gouvernementales et la communauté du business, dans la formulation et la mise en oeuvre de politiques efficaces. Ils contribueront également à éviter les effets négatifs. En prenant les normes des droits de l'homme comme point de départ et en offrant des méthodes pour mesurer les conséquences et l'impact des politiques et activités dans des situations particulières liées aux droits de l'homme, HOM contribue à rendre opérationnelle une approche basée sur les droits de l'homme.
- Les principaux objectifs sont de :
- - développer, tester et promouvoir des instruments permettant de mesurer les effets et l'impact des politiques et pratiques relatives aux droits de l'homme. HOM accomplit cet objectif en coopération étroite avec différents acteurs concernés ;
- - offrir une plateforme d'échange sur la théorie et la pratique de l'évaluation de la mise en oeuvre des droits de l'homme : HOM sert de lien entre la recherche académique dans ce domaine et les nécessités pratiques ;
- - renforcer les capacités des organisations, améliorer l'efficacité du travail en matière de droits de l'homme.
-

Principales activités dans le domaine des droits de l'homme

HOM a déjà une bonne expérience de traduction des principes des droits de l'homme en pratique, en relation avec des domaines thématiques spécifiques. En 2005, HOM a pris l'initiative de mettre en ligne un Centre de ressources sur l'impact des droits de l'homme, lequel :

- est un portail vers toutes les informations disponibles en ligne à propos de l'évaluation de l'impact des droits de l'homme;
- réunit experts et organisations travaillant sur l'évaluation de l'impact des droits de l'homme et offre un espace pour la mise en réseau, l'élaboration de stratégies et l'échange ;
- offre un lieu de travail en ligne pour développer, tester, former, utiliser et alimenter des instruments et outils de soutien aux organisations, afin d'évaluer les droits de l'homme, les possibilités d'amélioration et les stratégies de soutien et de changement ;
- soutient le développement d'un réseau viable d'acteurs pour faire avancer le développement, la compréhension et la mise en oeuvre de l'évaluation de l'impact des droits de l'homme.

Les activités de HOM se concentrent autour des domaines thématiques suivants :

. Droits des femmes :

Les différents projets de HOM relatifs aux droits des femmes visent à aider les ONG à ancrer leur lobby ou leur dialogue avec le gouvernement ou d'autres acteurs internationaux sur des arguments liés aux droits de l'homme et, lorsque c'est possible, conseiller le gouvernement sur des stratégies possibles d'amélioration de la mise en oeuvre des droits des femmes. HOM a développé un Instrument d'évaluation des droits des femmes à la santé (HeRWAI), un outil clé en main pour les ONG et les organisations de femmes pour les aider à analyser les effets d'une politique gouvernementale spécifique sur les droits des femmes à la santé. En coopération avec 14 partenaires dans les Balkans occidentaux, HOM a

développé et mis en pratique une méthode d'analyse du respect des normes internationales par la législation et les politiques nationales sur la violence domestique (le Legal Advocacy Tool Domestic Violence) ;

. Disparitions forcées :

Le projet Linking Solidarity s'intéresse tout particulièrement au développement des capacités des organisations de membres de la famille de personnes disparues et au renforcement des fédérations régionales. Il développe des outils et est engagé dans des activités de lobby, dans le but d'accroître l'effet des instruments nouveaux et existants des Nations Unies pour protéger les personnes contre les disparitions involontaires. Le projet facilite les échanges ; recherche et distribue des informations ; stimule et offre des idées et des conseils sur les questions pertinentes concernant les disparitions forcées.

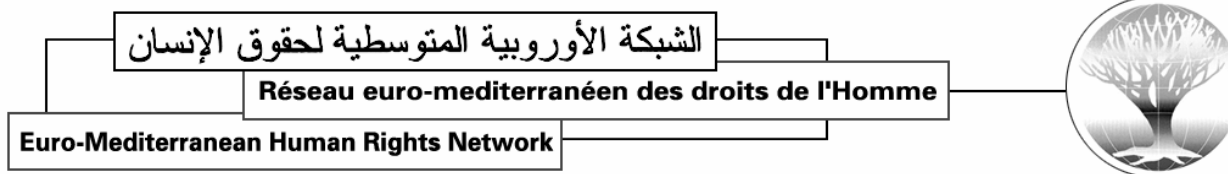
. Droits de l'homme et business :

Le projet relatif aux droits de l'homme et au business s'intéresse tout particulièrement au développement d'une approche fondamentale des droits de l'homme et du business pour les entreprises. Elle engage des grandes comme des moyennes et petites entreprises dans les questions relatives aux droits de l'homme. En tant que composante-pilote, le Projet droits de l'homme et business vise à renforcer la capacité de certaines organisations choisies de la société civile et du business en Afrique du Sud. HOM travaille avec le Human Rights Compliance Assessment Instrument de l'Institut danois des droits de l'homme.

. Human Rights at Home: la politique intérieure et extérieure de l'UE en matière de droits de l'homme :

HOM a développé une Approche générale d'évaluation de l'impact des droits de l'homme en 8 étapes (HRIA). Elle peut être utilisée pour déterminer des moyens de garantir un impact positif maximum aux politiques, programmes et projets. Des éléments de cette approche sont utilisés ainsi, dans le cadre d'un projet visant à évaluer les effets et l'impact combinés de nouveaux règlements adoptés dans le cadre de la lutte contre le terrorisme aux Pays Bas. Dans les prochaines années, HOM a l'intention d'entreprendre des études de cas sur les politiques de l'UE relatives à des pays tiers en matière de droits de l'homme.

Cette présentation est rédigée par Marike Radstaake, responsable du programme sur l'évaluation de l'impact des droits de l'homme, vice-directeur de HOM. Pour de plus amples informations, veuillez consulter notre site web: www.hom.nl



7^{EME} ASSEMBLÉE GÉNÉRALE, MADRID, 12-14 MAI 2006

PRÉSENTATION DES NOUVEAUX MEMBRES

(max 2 pages)

Date 21/03/2006

NOM du nouveau membre Rehabilitation and Research Centre for Torture Victims

Catégorie d'adhésion au REMDH : Individuel Régulier Associé

Contact en relation avec le REMDH : Mme Søs Nissen

Lieu de résidence : Danemark

Né(e) (individu)/ **Fondée** (organisation) **en (année) :** 1982

Statut légal de l'organisation organisation autonome

Nombre d'adhérents aucun

Nombre d'employés de l'organisation 66

Membres du Conseil d'administration de l'organisation

M. Steen Bech, avocat devant la Cour suprême

(nommé par le Conseil général du barreau danois) (président)

Mme Merete Bakke, Maître de conférence, Licenciée en chirurgie dentaire

(nommée par l'Université de Copenhague)

M. Hans Buhl, MD

(nommé par l'Association médicale danoise)

Mme Grete Christensen, 1^{ère} vice-présidente de l'Organisation danoise des infirmières

(nommée par l'Organisation danoise des infirmières)

M. Hans Gullestrup, professeur PhD (Econ.)

(nommé par l'Agence danoise de recherche)

·M. Laurids S. Lauridsen, professeur, M.Sc. (Sciences politiques), PhD

·(nommé par le Département d'études internationales du développement de Roskilde)

Mme Anne-Grethe Madsen, Infirmière Reg. et Master en Santé internationale (MIH)

·(nommée par le personnel)

Mme Randi Nordahl, psychologue

·(nommée par la Société danoise de psychologie)

·M. Henrik Rønsbo, M.Sc, PhD, anthropologue (nommé par le personnel)

M. Hans-Otto Sano, PhD, Analyste (nommé par le Conseil)

M. Ivan Thaulow, Chef de l'Unité de recherche (nommé par l'Institut national danois de recherche sociale)

Principaux objectifs dans le domaine des droits de l'homme

- Dénonciation et documentation de la torture par des professionnels de la santé
- Développer des diagnostics cliniques et des méthodes de traitement pour les personnes ayant survécu à la torture et mener des recherches sur la torture et la violence organisée
- Mettre en pratique les expériences menées jusqu'à présent en matière d'éducation et de soutien afin de contribuer à l'effort global pour abolir la torture

Principales activités dans le domaine des droits de l'homme

1. Conduite de projets au Sud en coopération avec des centres et programmes visant à traiter et réhabiliter les personnes ayant survécu à des tortures et empêcher la torture ;
2. Promotion de l'éducation et de l'advocacy, afin de mieux faire connaître les motifs pouvant conduire à la torture, les conventions et lois ainsi que les méthodes de traitement et de prévention de la torture ;
3. Direction d'un centre qui entreprend des recherches cliniques et développement de méthodes afin de renforcer la connaissance de la torture ainsi que des formes et de l'étendue des effets consécutifs à la torture ; et traitement et réhabilitation des victimes de torture.

Cette présentation est rédigée par Mme. Søs Nissen,



7^{EME} ASSEMBLÉE GÉNÉRALE, MADRID, 12-14 MAI 2006

PRÉSENTATION DES NOUVEAUX MEMBRES

(max 2 pages)

Date 17/03/2006

NOM du nouveau membre L'association iraquienne des droits de l'homme- Danmark

Catégorie d'adhésion au REMDH : Individuel Régulier Associé

Contact en relation avec le REMDH : Karim Rubai

Lieu de résidence : Danemark

Né(e) (individu)/ Fondée (organisation) en (année) : 07/12/1997

Statut légal de l'organisation Association enregistrée au Danmark

Nombre d'adhérents 54

Nombre d'employés de l'organisation L'association n'a pas d'employés

Membres du Conseil d'administration de l'organisation

Karim Rubai

Ali Diwan

Saad Zoubeydi

Inaâm Mouslim

Jamel Younés

Deux autres collègues de réserve

Principaux objectifs dans le domaine des droits de l'homme

- a- Défendre les droits de l'homme et ses libertés fondamentales du citoyen iraquien que la déclaration universelle des droits de l'homme ainsi que les autres pactes internationaux ont garantis.
- b- Oeuvrer à constituer un réseau national des droits de l'homme en Iraq, qui soit composé des organisations, associations et personnes oeuvrant exclusivement dans ce domaine, afin de l'ériger en centre de coordination de l'ensemble des efforts déployés dans l'opération de défense des droits de l'homme et d'authentification des atteintes et des violations ainsi qu'un centre de travail sur la promotion de la culture des droits de l'homme au niveau national surtout. Ce qui constitue un premier pas sur le chemin de conjuguer les efforts plus tard.

- c- Condamner et dévoiler les politiques de discrimination fondée sur la race, la religion et l'opinion ainsi que les violations des droits de l'homme partout dans le monde.
- d- Consolider les relations d'amitié et de soutien avec l'ensemble des organisations arabes, danoises et étrangères des droits de l'homme.
- e- Oeuvrer à soutenir le droit de notre peuple à la souveraineté et à établir une constitution durable qui réalise le partage entre les trois pouvoirs et garantit son indépendance et assurer la démocratie et les droits de l'homme selon les pactes et les conventions internationaux.

Principales activités dans le domaine des droits de l'homme

- L'organisation de plusieurs conférences autour de la situation des droits de l'homme en Iraq en collaboration avec d'autres organisations des droits de l'homme d'une part, et individuellement d'autre part.
- La participation à plusieurs colloques et conférences sur les droits de l'homme, l'envoi des memorandums et d'appels sur la situation des droits de l'homme en Iraq.
- L'adoption de nombreuses causes des réfugiés iraqiens en Jordanie, Turquie et en Danmark ainsi que plusieurs affaires de violations des droits de l'homme à l'intérieur même de l'Iraq.
- La proposition d'un projet de mettre en réseau les organisations iraqiennes tout en sachant que les efforts continuent dans cet objectif.
- L'aide à la constitution d'une association des droits de l'homme en Iraq, à Bagdad et dans d'autres villes et la soutenir financièrement.

Il est à noter que l'association n'a reçu aucun soutien financier d'aucune partie que ce soit et que son activité est financée exclusivement par la contribution de ses membres. Il est à noter également que l'activité de l'association est bénévole ce qui explique l'absence d'employés et des personnes se consacrant de façon continue à l'activité de l'association. Cela est dû à la situation financière de l'association.

- L'association a effectué plusieurs autres activités tel que l'édition d'un magazine sur la situation des droits de l'homme en Iraq dont le titre est " Al Wijdane" qui a été publiée pendant plus de cinq ans et puis sa publication s'est arrêtée pour des raisons financières.

Néanmoins, l'activité de l'association se concentre fondamentalement sur les conférences, les rencontres, les appels et parfois la présentation des rapports sur la situation des droits de l'homme en Iraq, ce qui pouvait convenir à notre travail en tant que bénévole dans ce domaine.

Cette présentation est rédigée par Karim Rubai



7^{EM}

7^{EME} ASSEMBLÉE GÉNÉRALE, MADRID, 12-14 MAI 2006

PRÉSENTATION DES NOUVEAUX MEMBRES

(max 2 pages)

Date 12/042006

NOM du nouveau membre

Catégorie d'adhésion au REMDH : Individuel Régulier Associé

Contact en relation avec le REMDH : Prof. Lino Briguglio

Lieu de résidence : Malte

Né(e) (individu)/ Fondée (organisation) en (année) : 1986

Statut légal de l'organisation Organisation semi-gouvernementale

Nombre d'adhérents

Nombre d'employés de l'organisation 25

Membres du Conseil d'administration de l'organisation

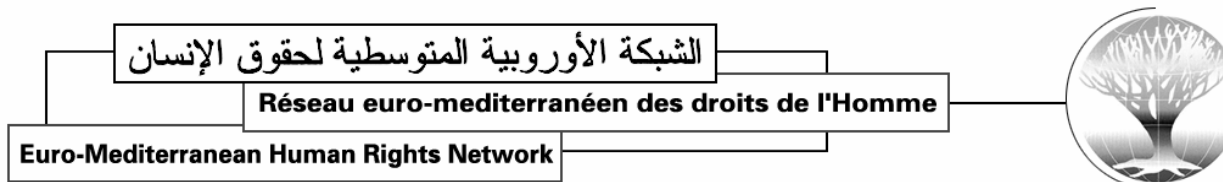
Principaux objectifs dans le domaine des droits de l'homme

- 1. Renforcer et promouvoir les droits de l'homme et la démocratisation au sein de la société civile, du gouvernement et du monde de l'industrie
- 2. Promouvoir les principes universels des droits de l'homme, renforcer la démocratisation, la bonne gouvernance et l'état de droit
- 3. Promouvoir, en particulier, les droits des femmes et les droits de l'enfant, l'abolition de la torture, de la peine de mort et l'éradication du racisme et de la xénophobie.
- 4. Aider à préparer les bases d'un futur dialogue intra-régional et d'une collaboration entre les Etats en conflit.
- 5. Aider à promouvoir la stabilité et la sécurité dans la région méditerranéenne et contribuer ainsi à la paix mondiale.
- 6. Contribuer à un investissement durable à long terme du monde des affaires, afin d'aider à développer une prospérité économique respectueuse des droits de l'homme et de la démocratie.

- 7. Assurer la diffusion la plus large possible d'informations relatives aux politiques et actions de l'UE en faveur des droits de l'homme et de la démocratisation.
- 8. Promouvoir et enrichir les ressources pédagogiques dans la région, y compris les ressources humaines, dans le domaine des droits de l'homme et de la démocratisation
- 9. Produire des diplômés de pays du Sud en droits de l'homme et démocratisation, en provenance particulièrement de ces régions qui souffrent d'un lourd déficit en matière de droits de l'homme. L'objectif final étant que ces diplômés, à leur retour dans leur pays, diffusent la culture des droits de l'homme, par un effet multiplicateur.
- 10. Offrir aux participants les capacités opérationnelles nécessaires pour agir de façon efficace dans un contexte national et régional, à travers des conférences données par des personnalités de renom ayant une solide expérience dans le domaine, et à travers des stages.
- 11. Accroître la motivation et l'engagement des participants en faveur d'un travail encore plus poussé pour l'amélioration des droits de l'homme et de la démocratisation dans leurs pays respectifs et dans la région méditerranéenne en général.
- 12. Encourager les diplômés du Master méditerranéen à établir des liens avec les diplômés d'autres programmes régionaux, de façon à mettre en place un réseau solide d'activistes en matière de droits de l'homme, qui pourra exercer une influence bien plus forte que de simples individus.

Principales activités dans le domaine des droits de l'homme

Cette présentation est rédigée par



7^{EME} ASSEMBLÉE GÉNÉRALE, MADRID, 12-14 MAI 2006

PRÉSENTATION DES NOUVEAUX MEMBRES

(max 2 pages)

Date 18/032006

NOM du nouveau membre Jon Rud

Catégorie d'adhésion au REMDH : Individuel Régulier Associé

Contact en relation avec le REMDH :

Lieu de résidence : Altea, Espagne

Né(e) (individu)/ **Fondée** (organisation) **en (année) :** 04/03/1937

Statut légal de l'organisation

Nombre d'adhérents

Nombre d'employés de l'organisation

Membres du Conseil d'administration de l'organisation

Principaux objectifs dans le domaine des droits de l'homme

•

Principales activités dans le domaine des droits de l'homme

Co-fondateur et ancien président du Comité des droits de l'homme du Barreau norvégien (1984/2000).

Président du Comité juridique d'Amnesty International Norvège (1984-1986).

Président d'Amnesty International Norvège (1986-1988).

Co-fondateur et président du Conseil norvégien pour les droits du peuple kurde (1994-2000).

Membre du Comité consultatif sur les droits de l'homme du ministère norvégien des Affaires étrangères (1997-2000).

Président du Groupe de travail kurde du REMDH (2003-).

Secrétaire général de la Commission civique turque de l'UE (2004-).

Assistance juridique aux réfugiés en Norvège, particulièrement aux kurdes et autres individus du Moyen Orient.

Conseiller juridique dans l'équipe juridique du Kurdish Human Rights Project, à l'occasion de différents procès contre la Turquie dans des affaires relatives aux droits de l'homme.

Cette présentation est rédigée par Jon Rud



7^{EME} ASSEMBLÉE GÉNÉRALE, MADRID, 12-14 MAI 2006

PRÉSENTATION DES NOUVEAUX MEMBRES

(max 2 pages)

Date 23/032006

NOM du nouveau membre Negad El Borai

Catégorie d'adhésion au REMDH : Individuel Régulier Associé

Contact en relation avec le REMDH : Negad El Borai

Lieu de résidence : No. 26(a), Sherif Street, Emobilia Building, 3rd Floor, Downtown, Le Caire, Egypte

Né(e) (individu)/ **Fondée** (organisation) **en (année)** : 2000

Statut légal de l'organisation Association civile juridique

Nombre d'adhérents 1

Nombre d'employés de l'organisation 18 à plein temps avec de nombreux consultants externes et formateurs

Membres du Conseil d'administration de l'organisation Negad El-Borai, Directeur, associé principal; Nebal El Borai, associé, coordinateur du département des finances; Husain Kamel, coordinateur administratif; Amal Abd Alfatah, coordinatrice du département de l'aide juridique

Principaux objectifs dans le domaine des droits de l'homme

- Offrir une aide juridique dans le domaine de la liberté d'expression
- Conduire des recherches et organiser des formations dans le domaine du droit, des droits de l'homme et de la démocratie

Principales activités dans le domaine des droits de l'homme

Les projets récents organisés et conçus par le United Group (UG) comprennent notamment :

Un cours de formation pour les avocats sur la protection des droits de propriété intellectuelle et des droits d'auteur industriels, avec la participation du Conseil de l'Union économique affilié à la Ligue arabe ;

6 cours de formation pour des candidates aux élections des conseils locaux, en coopération avec le Centre égyptien des droits de la femme ;

2 cours de formation pour renforcer la capacité des membres des conseils locaux du gouvernorat du Caire, en coopération avec le Centre de la Décision (al-Qarar) pour les consultants. Ces cours de formation ont été financés par Dayconia, Suède ;

5 cours de formation en Jordanie, en coopération avec le Centre pour la protection et la liberté des journalistes, sur les mécanismes de protection juridique des personnes travaillant dans les médias. 500 avocats et 100 journalistes ont participé à ces cours ;

Cours de formation pour les officiers de police et les membres du ministère public, dans le cadre du programme de développement des compétences (capacity building) du PNUD dans le domaine des droits de l'homme ;

Cours de formation pour les avocats sur la nouvelle loi sur les associations, en coopération avec le Fonds norvégien des droits de l'homme et l'Ambassade de Suisse au Caire ;

Cours de formation sur la liberté d'expression pour journalistes et avocats d'Alexandrie, en coopération avec l'Ambassade des Pays Bas ;

Projet "Looking for the Future", avec le soutien du Middle Eastern Partnership Initiative (MEPI). Le projet visait à accroître la prise de conscience à propos des élections législatives de 2005, à travers l'offre de formation et de soutien aux petits responsables de partis politiques, candidats potentiels, délégués électoraux et électeurs. En coopération avec le Fonds norvégien des droits de l'homme et l'Ambassade de Suisse au Caire, UG a formé le Réseau égyptien des avocats pour la défense de la liberté d'expression et d'association. Ce Réseau comprend 30 avocats de profession libérale à travers toute l'Egypte. C'est également grâce au soutien de ces partenaires que nous avons pu fournir une aide en matière de renforcement des capacités pour les associations civiles dans les domaines de la direction juridique, financière et de la gestion de programmes.

De plus, 2005 a vu le lancement des projets suivants :

- . Défense juridique de la liberté de pensée, de conscience et de croyance et lutte contre la propagande de guerre : formation de 25 professionnels juristes de niveau moyen sur le cadre juridique de la liberté d'expression et de croyance dans le contexte égyptien (mars 2005-mars 2006);

- . Torture en Egypte : crime et châtement : analyse quantitative de l'opinion publique égyptienne sur la fréquence de la torture dans le système criminel (mars 2005-mars 2006) ;

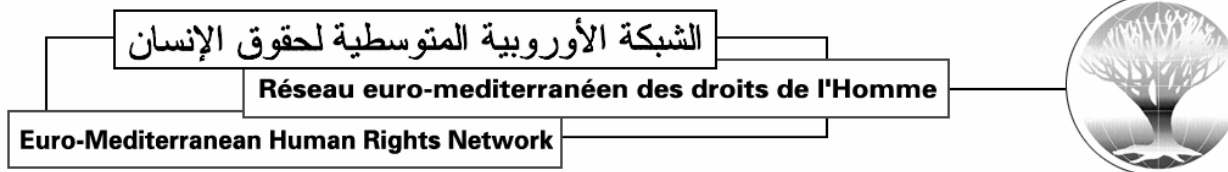
- . Travailler au changement (Working for Change), part II : formation avancée en renforcement des capacités et aide juridique aux associations civiles (mars 2005-mars 2006).

UG a publié un grand nombre de monographies, recherches et guides, y compris "A Door into the Desert", étude des élections parlementaires égyptiennes et "The Guillotine and the Pit", étude de la liberté d'expression en Egypte. Les publications de UG sont accessibles à la fois en arabe et en anglais sur le site web suivant : www.ug-law.com.

UG a eu le plaisir de collaborer avec, et d'être financé par, la Fondation Friedrich Naumann, le Fonds norvégien des droits de l'homme, l'Ambassade des Pays Bas au Caire, l'Ambassade de Suisse au Caire, et le département d'Etat des Etats Unis (MEPI).

Pour de plus amples informations sur le United Group et ses activités, voir le website : www.ug-law.com.

Cette présentation est rédigée par



7^{EME} ASSEMBLÉE GÉNÉRALE, MADRID, 12-14 MAI 2006

PRÉSENTATION DES NOUVEAUX MEMBRES

(max 2 pages)

Date 23/032006

NOM du nouveau membre George J. ASSAF

Catégorie d'adhésion au REMDH : Individuel Régulier Associé

Contact en relation avec le REMDH :

Lieu de résidence : Beyrouth/Liban

Né(e) (individu)/ Fondée (organisation) en (année) : 16/04/1951

Statut légal de l'organisation

Nombre d'adhérents

Nombre d'employés de l'organisation

Membres du Conseil d'administration de l'organisation

Principaux objectifs dans le domaine des droits de l'homme

•

Principales activités dans le domaine des droits de l'homme

Georges ASSAF a une expérience internationale de 20 ans dans le domaine des droits de l'homme et du développement institutionnel, à travers des contacts avec la société civile ; des fonctions au sein de réseaux droits de l'homme dans les pays de l'Asie-Pacifique, EuroMed, de la Francophonie et du Moyen-Orient/Afrique du Nord ; des liens personnels avec des ONG et des secteurs gouvernementaux concernés dans plusieurs pays ; l'égale maîtrise du français, de l'anglais et de l'arabe ; la sensibilité aux environnements multiculturels, puisqu'il vient lui-même d'une société plurielle, multiethnique et multireligieuse. Il possède des qualités de diplomate, acquises grâce à des contacts avec de hauts responsables des Affaires étrangères dans des forums internationaux et dans divers pays. Toutes ces caractéristiques sont indispensables pour développer de

façon solide des initiatives dans le domaine des droits de l'homme, ajoutées à une bonne connaissance des mandats, mécanismes et procédures des Nations Unies, particulièrement dans le domaine des droits de l'homme et du développement et d'une solide éducation et d'un passé académique, en plus d'antécédents en matière de conception, recherche de fonds et direction de projets relatifs aux droits de l'homme et d'un passé de direction dans ce domaine.

Avocat et activiste depuis 24 ans, George ASSAF est spécialiste des litiges en matière de droits de l'homme (il a établi un précédent devant la Haute Cour de justice du Liban condamnant la discrimination contre les femmes).

C'est un expert en développement institutionnel et un consultant auprès du PNUD, de la CE et de l'Organisation internationale de la francophonie (OIF) (réforme judiciaire, coopération judiciaire internationale, formation de professionnels juristes dans le domaine des droits de l'homme, évaluation de projets relatifs aux droits de l'homme, analyse des politiques en matière de droits de l'homme et de développement humain). Il possède une solide connaissance du droit international (droit institutionnel, responsabilité de l'Etat, responsabilité des sociétés transnationales, droit des traités, supervision des traités), une expérience avec des organisations internationales et intergouvernementales dans le domaine des droits de l'homme et avec les mécanismes droits de l'homme des Nations Unies (participation aux sessions annuelles de la Commission des droits de l'homme et aux réunions de la Sous commission et des groupes de travail, ainsi qu'aux réunions du Comité exécutif du Haut Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés pendant plus de 10 ans, comme représentant du Conseil international des agences bénévoles (ICVA) à Genève et comme président de son Groupe de travail inter-agences sur les personnes déplacées dans leur propre pays). A aussi été membre du Groupe de travail des Nations Unies sur la préparation en cas de désastre.

Il a été invité à participer à des sessions de la Convention sur les droits de l'enfant et a contribué par une étude de cas au rapport des Nations Unies sur les enfants soldats de Graça Machel.

Il est membre du Comité de pilotage du projet UE-PNUD sur les droits des femmes et le droit de la famille dans la région arabe.

Avant d'être nommé conseiller juridique du bureau régional de Penal Reform International pour les pays arabes, il a représenté PRI au Liban.

Il a participé à des commissions d'enquête commissionnées par le Conseil mondial des Eglises/Caritas Internationalis comme représentant de la région MENA à son Comité consultatif oecuménique international sur les réfugiés (IECCR). A suivi les élections au Sénégal, a été consulté par rapport aux Institutions démocratiques de transition en République démocratique du Congo (notamment la Commission de la Vérité) ; a contribué au processus de mise en place d'un ombudsman au Liban et en Jordanie. Il est le co-fondateur et un membre du Réseau du Moyen Orient des centres et programmes de réhabilitation des victimes de torture (affilié au Conseil international de réhabilitation pour les victimes de torture, IRCT).

En tant que consultant de la CE, il a voyagé dans les pays MEDA pour mettre en place un cadre de coopération juridique internationale pour combattre le crime organisé et former des professionnels juristes sur les questions d'Etat de droit et de démocratisation, cadre destiné à être mis en oeuvre par la Direction générale Justice et Affaires intérieures de la CE.

Est actuellement membre du Comité de pilotage du Réseau des instituts francophones et centres de recherche des droits de l'homme, de la démocratie et de la paix (31 institutions dans la région Asie-Pacifique, en Afrique, Amérique du Nord, Europe), sous l'égide de l'OIF.

Est membre de l'Association du barreau de Beyrouth, de l'Association internationale du barreau (Londres), de l'Union internationale des avocats (Paris), et de Chartered Institute of Arbitrators (GB), avec un passé de direction dans les activités du barreau. A été membre du Conseil d'association du barreau de Beyrouth et de son Conseil de discipline, a fondé et présidé sa Commission d'aide juridique, fondé et présidé son Institut des droits de l'homme et initié un processus de mise en place d'instituts analogues avec le Conseil des associations de barreaux au Maroc et en Algérie. Avant d'être nommé haut conseiller pour les droits de l'homme et les relations internationales auprès du président de l'Association du barreau de Beyrouth, a été le conseiller personnel du ministre libanais de la Justice pour les relations internationales et la coopération.

Cette présentation est rédigée par Georges J. ASSAF